

Art. 17 - Artikel 76 desselben Erlasses, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 10. Januar 2013, wird durch die Wortfolge "sofern die Gültigkeit des angebrachten Unionscodes 95 vor dem 1. Februar 2018 abläuft" ergänzt."

Art. 18 - Der vorliegende Erlass wird am 23. Mai 2020 wirksam.

Art. 19 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. September 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2021/31458]

6 MAI 2021. — Ordonnance portant modification de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets, du Code du 25 mars 1999 de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale, de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, de l'arrêté royal du 8 novembre 2007 concernant la prévention et la réparation des dommages environnementaux dus au transport par la route, la voie ferrée, par voie navigable ou par les airs : d'espèces végétales non indigènes et d'espèces animales non indigènes, ainsi que les dépouilles de ces derniers suite à leur import, export et transit ; ainsi que de déchets lors de leur transit et de l'ordonnance du 22 avril 1999 fixant la liste des installations de classe IA visée à l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets*

Article 1^{er}. § 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

§ 2. La présente ordonnance transpose les directives suivantes :

1. la directive 2018/849/UE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage, la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, et la directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques ;

2. la directive 2018/850/UE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets ;

3. la directive 2018/851/UE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

4. l'article 8 de la directive 2019/904/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement.

Art. 2. Dans l'article 3 de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets, les modifications suivantes sont apportées :

a) Il est inséré le 2/1^o rédigé comme suit :

« 2/1^o « déchets non dangereux » : les déchets qui ne sont pas couverts par le 2^o ; » ;

b) Au 4^o, les mots « issus des ménages, des restaurants » sont remplacés par les mots « provenant des ménages, des bureaux, des restaurants, du commerce de gros, des cantines » ;

c) Il est inséré le 4/1^o rédigé comme suit :

« 4/1^o « déchets alimentaires » : toutes les denrées alimentaires au sens de l'article 2 du règlement (CE) n^o 178/2002 du Parlement européen et du Conseil qui sont devenues des déchets ; » ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2021/31458]

6 MEI 2021. — Ordonnantie houdende wijziging van de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen, van het Wetboek van 25 maart 1999 van inspectie, preventie, vaststelling en bestraffing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid, van de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems, van het koninklijk besluit van 8 november 2007 betreffende de preventie en het herstel van milieuschade ten gevolge van het vervoer over de weg, per spoor, over de binnenwateren of in de lucht van : uitheemse plantensoorten evenals van uitheemse diersoorten en hun krengen, naar aanleiding van de in-, de uit- en de doorvoer ervan ; alsook van afvalstoffen bij hun doorvoer en van de ordonnantie van 22 april 1999 tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IA bedoeld in artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen*

Artikel 1. § 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

§ 2. Deze ordonnantie voorziet in de omzetting van de volgende richtlijnen :

1. richtlijn 2018/849/EU van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 tot wijziging van de Richtlijnen 2000/53/EG betreffende autowrakken, 2006/66/EG inzake batterijen en accu's, alsook afgedankte batterijen en accu's, en 2012/19/EU betreffende afgedankte elektrische en elektronische apparatuur ;

2. richtlijn 2018/850/EU van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 1999/31/EG van de Raad betreffende het storten van afvalstoffen ;

3. richtlijn 2018/851/EU van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 2008/98/EG betreffende afvalstoffen ;

4. artikel 8 van de richtlijn 2019/904/EU van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende de vermindering van de effecten van bepaalde kunststofproducten op het milieu.

Art. 2. In artikel 3 van de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Er wordt een 2/1^o ingevoegd die als volgt luidt :

« 2/1^o « niet-gevaarlijke afvalstof » : een afvalstof die niet onder 2^o valt ; » ;

b) Bij 4^o worden de woorden « van huishoudens, restaurants » vervangen door « van huishoudens, kantoren, restaurants, groothandel, kantines » ;

c) Er wordt een 4/1^o ingevoegd die als volgt luidt :

« 4/1^o « levensmiddelenafval » : alle levensmiddelen als omschreven in artikel 2 van Verordening (EG) nr. 178/2002 van het Europees Parlement en de Raad die afvalstoffen zijn geworden ; » ;

d) Il est inséré le 4/2° rédigé comme suit :

« 4/2° « déchets de construction et de démolition » : les déchets produits par les activités de construction et de démolition ; » ;

e) Le 6° est remplacé comme suit :

« 6° « déchets municipaux » :

a) les déchets en mélange et les déchets collectés séparément provenant des ménages, y compris le papier et le carton, le verre, les métaux, les matières plastiques, les biodéchets, le bois, les textiles, les emballages, les déchets d'équipements électriques et électroniques, les déchets de piles et d'accumulateurs, ainsi que les déchets encombrants, y compris les matelas et les meubles ;

b) les déchets en mélange et les déchets collectés séparément provenant d'autres sources lorsque ces déchets sont similaires par leur nature et leur composition aux déchets provenant des ménages.

Les déchets municipaux n'incluent pas les déchets provenant de la production, de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, des fosses septiques et des réseaux d'égouts et des stations d'épuration, y compris les boues d'épuration, les véhicules hors d'usage ou les déchets de construction et de démolition.

Cette définition est sans préjudice de la répartition des compétences en matière de gestion des déchets entre les acteurs publics et privés ; » ;

f) Il est inséré le 13/1° rédigé comme suit :

« 13/1° : « régime de responsabilité élargie des producteurs » : ensemble de mesures prises par le Gouvernement pour veiller à ce que les producteurs de produits assument la responsabilité financière ou la responsabilité financière et organisationnelle de la gestion de la phase « déchet » du cycle de vie d'un produit ; » ;

g) Au 14°, les mots « (y compris le tri) » sont insérés entre les mots « la valorisation » et les mots « et l'élimination » ;

h) Au 17°, le mot « nocives » est remplacé par le mot « dangereuses » ;

i) Il est inséré les 20/1° et 20/2° rédigés comme suit :

« 20/1° : « valorisation matière » : toute opération de valorisation autre que la valorisation énergétique et le retraitement en matières destinées à servir de combustible ou d'autre moyen de produire de l'énergie. Elle comprend notamment la préparation en vue du réemploi, le recyclage et le remblayage ;

20/2° : « remblayage » : toute opération de valorisation par laquelle des déchets appropriés non dangereux sont utilisés à des fins de remise en état dans des zones excavées ou, en ingénierie, pour des travaux d'aménagement paysager. Les déchets utilisés pour le remblayage doivent remplacer des matières qui ne sont pas des déchets, être adaptés aux fins susvisées et limités aux quantités strictement nécessaires pour parvenir à ces fins ; » ;

j) Le 32° est remplacé comme suit :

« 32° : « Bruxelles Environnement » : l'organisme d'intérêt public visé par l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant Bruxelles Environnement, confirmé par l'article 41 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles. ».

Art. 3. À l'article 4 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

a) Les mots « de la production de déchets et » sont insérés entre les mots « la réduction » et les mots « des effets nocifs » ;

b) L'alinéa unique est complété par les mots « qui sont essentielles pour la transition vers une économie circulaire et la compétitivité à long terme. ».

Art. 4. Dans l'article 5 de la même ordonnance, il est ajouté un 6° rédigé comme suit :

« 6° les substances qui sont destinées à être utilisées comme matières premières pour aliments des animaux au sens de l'article 3, paragraphe 2, point g), du règlement (CE) n° 767/2009 du Parlement européen et du Conseil et qui ne sont pas constituées de sous-produits animaux ou ne contiennent pas de sous-produits animaux. ».

Art. 5. L'article 6 de la même ordonnance est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le Gouvernement a recours à des instruments économiques et à d'autres mesures pour inciter à l'application de la hiérarchie des déchets, tels que ceux indiqués à l'annexe 5 ou à d'autres instruments et mesures appropriés. ».

d) Er wordt een 4/2° ingevoegd die als volgt luidt :

« 4/2° « bouw- en sloopafval » : afvalstoffen die geproduceerd worden door bouw- en sloopwerkzaamheden ; » ;

e) 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° « stedelijk afval » :

a) gemengd afval en gescheiden ingezameld afval van huishoudens, met inbegrip van papier en karton, glas, metaal, plastic, bioafval, hout, textiel, verpakking, afgedankte elektrische en elektronische apparatuur, afgedankte batterijen en accu's, en grofvuil, met inbegrip van matrassen en meubels ;

b) gemengd afval en gescheiden ingezameld afval uit andere bronnen indien dat afval in aard en samenstelling vergelijkbaar is met afval van huishoudens.

Stedelijk afval omvat niet afval van productie, landbouw, bosbouw, visserij, septische tanks en het riolerings- en zuiveringsstelsel, met inbegrip van zuiverings-slib, afgedankte voertuigen of bouw- en sloopafval.

Deze definitie doet geen afbreuk aan de toewijzing van verantwoordelijkheden voor afvalbeheer tussen publieke en private actoren ; » ;

f) Er wordt een 13/1° ingevoegd die als volgt luidt :

« 13/1° : « regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid » : een reeks door de Regering vastgestelde maatregelen om ervoor te zorgen dat producenten van producten de financiële of financiële en organisatorische verantwoordelijkheid dragen voor het beheer van de afvalfase van de levenscyclus van een product ; » ;

g) Bij 14° worden de woorden « (inclusief sortering) » ingevoegd tussen de woorden « nuttige toepassing » en de woorden « en verwijdering » ;

h) Bij 17° wordt het woord « schadelijke » vervangen door het woord « gevaarlijke » ;

i) Er worden een 20/1° en 20/2° ingevoegd die als volgt luiden :

« 20/1° : « materiaal terugwinning » : andere handeling voor nuttige toepassing dan de terugwinning van energie en de herverwerking tot materialen die bestemd zijn om te worden gebruikt als brandstoffen of andere middelen voor het opwekken van energie. Daartoe behoren onder meer voorbereiding voor hergebruik, recycling en opvulling ;

20/2° : « opvulling » : handeling voor nuttige toepassing waarbij niet-gevaarlijk afval wordt gebruikt voor het herstel van uitgegraven terreinen of voor civieltechnische toepassingen bij de landschapsaanleg. Afval dat wordt gebruikt voor opvulling moet dienen ter vervanging van niet-afvalmaterialen, geschikt zijn voor de voornoemde doelen en worden beperkt tot de hoeveelheid die strikt noodzakelijk is om deze doelen te bereiken ; » ;

j) 32° wordt vervangen als volgt :

« 32° : « Leefmilieu Brussel » : de instelling van openbaar nut als bedoeld in artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van Leefmilieu Brussel, bevestigd bij artikel 41 van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen. ».

Art. 3. Bij artikel 4 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De woorden « van de productie van afvalstoffen en » worden ingevoegd tussen de woorden « beperking » en de woorden « van de negatieve gevolgen » ;

b) De enige alinea wordt aangevuld met de woorden « die van cruciaal belang zijn voor de overgang naar een circulaire economie en voor het waarborgen van het concurrentievermogen op de lange termijn. ».

Art. 4. Bij artikel 5 van dezelfde ordonnantie wordt er een 6° toegevoegd, die als volgt luidt :

« 6° stoffen die bestemd zijn voor gebruik als voedermiddelen als omschreven in artikel 3, paragraaf 2, onder g), van Verordening (EG) nr. 767/2009 van het Europees Parlement en de Raad en die geen dierlijke bijproducten bevatten of daaruit bestaan. ».

Art. 5. Artikel 6 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met een als volgt geformuleerd lid : « De Regering maakt gebruik van economische instrumenten en andere maatregelen om prikkels te bieden voor de toepassing van de afvalstoffenhiërarchie, zoals die welke zijn vermeld in bijlage 5 of andere passende instrumenten en maatregelen. ».

Art. 6. Dans l'article 8 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

a) Le paragraphe premier est remplacé par « § 1^{er}. Dans le respect des critères éventuellement arrêtés au niveau de l'Union européenne, une substance ou un objet issu d'un processus de production dont le but premier n'est pas de produire ladite substance ou ledit objet doit être considéré non pas comme un déchet mais comme un sous-produit si les conditions suivantes sont réunies :

- 1° l'utilisation ultérieure de la substance ou de l'objet est certaine ;
- 2° la substance ou l'objet peut être utilisé directement sans traitement supplémentaire autre que les pratiques industrielles courantes ;
- 3° la substance ou l'objet est produit en faisant partie intégrante d'un processus de production ; et
- 4° l'utilisation ultérieure est légale, c'est-à-dire que la substance ou l'objet répond à toutes les prescriptions pertinentes relatives au produit, à l'environnement et à la protection de la santé, prévues pour l'utilisation spécifique et n'aura pas d'incidences globales nocives pour l'environnement ou la santé humaine. » ;

b) Il est ajouté un paragraphe 3 rédigé comme suit : « § 3. En l'absence de critères fixés au niveau de l'Union, le Gouvernement peut établir des critères détaillés concernant l'application des conditions énoncées au paragraphe 1^{er} à des substances ou objets spécifiques. ».

Art. 7. Dans l'article 9 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour les déchets pour lesquels aucun critère spécifique n'a été défini au niveau de l'Union européenne, le Gouvernement veille à ce que les déchets, qui ont subi une opération de recyclage ou une autre opération de valorisation, soient considérés comme ayant cessé d'être des déchets dans le respect des conditions suivantes :

- 1° la substance ou l'objet doit être utilisé à des fins spécifiques ;
- 2° il existe un marché ou une demande pour une telle substance ou un tel objet ;
- 3° la substance ou l'objet remplit les exigences techniques aux fins spécifiques et respecte la législation et les normes applicables aux produits ; et
- 4° l'utilisation de la substance ou de l'objet n'a pas d'effets globaux nocifs pour l'environnement ou la santé humaine. » ;

b) le 3° du paragraphe 3 est complété par les mots suivants : « sur la base des conditions énoncées au paragraphe 2, et, si nécessaire, en reprenant les exigences énoncées au paragraphe 4, 1° à 5°, et en tenant compte des valeurs limites pour les polluants et de tout effet nocif possible sur l'environnement et la santé humaine.

Ces autorités peuvent rendre publiques par des moyens électroniques des informations relatives aux décisions adoptées au cas par cas et aux résultats des vérifications qu'elles effectuent. » ;

c) le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. En l'absence de critères fixés au niveau de l'Union, le Gouvernement peut établir des critères détaillés concernant l'application des conditions énoncées au paragraphe 2 à certains types de déchets. Ces critères détaillés tiennent compte de tout effet nocif possible de la substance ou de l'objet sur l'environnement et la santé humaine et satisfont aux exigences suivantes :

- 1° les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation ;
- 2° les procédés et techniques de traitement autorisés ;
- 3° les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes pertinentes applicables aux produits, y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants ;
- 4° les exigences pour les systèmes de gestion, permettant de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et d'accréditation, le cas échéant ; et
- 5° l'exigence d'une déclaration de conformité. » ;

Art. 6. Bij artikel 8 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De eerste paragraaf wordt vervangen door « § 1. In overeenstemming met eventuele criteria die op het niveau van de Europese Unie bepaald zouden worden, kan een stof die of een voorwerp dat het resultaat is van een productieproces dat niet in de eerste plaats bedoeld is voor de productie van die stof of dat voorwerp, alleen als een bijproduct en niet als een afvalstof worden aangemerkt, indien wordt voldaan aan de volgende voorwaarden :

- 1° het is zeker dat de stof of het voorwerp zal worden gebruikt ;
- 2° de stof of het voorwerp kan onmiddellijk worden gebruikt zonder verdere andere behandeling dan die welke bij de normale productie gangbaar is ;
- 3° de stof of het voorwerp wordt geproduceerd als een integraal onderdeel van een productieproces ; en
- 4° verder gebruik is rechtmatig, m.a.w. de stof of het voorwerp voldoet aan alle voorschriften inzake producten, milieu en gezondheidsbescherming voor het specifieke gebruik en zal niet leiden tot over het geheel genomen ongunstige effecten op het milieu of de menselijke gezondheid. » ;

b) Er wordt een als volgt opgestelde paragraaf 3 toegevoegd : « § 3. Indien geen criteria op het niveau van de Unie zijn vastgesteld, kan de Regering gedetailleerde criteria vaststellen voor de toepassing van de in paragraaf 1 vastgelegde voorwaarden op specifieke stoffen of voorwerpen. ».

Art. 7. Bij artikel 9 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt :

« § 2. Voor de afvalstoffen waarvoor er geen enkel specifiek criterium werd bepaald op het niveau van de Europese Unie, zorgt de Regering ervoor dat afval dat een behandeling voor recycling of andere nuttige toepassing heeft ondergaan, niet langer als afval wordt beschouwd indien het aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° de stof of het voorwerp is bestemd om te worden gebruikt voor specifieke doelen ;
- 2° er is een markt voor of vraag naar de stof of het voorwerp ;
- 3° de stof of het voorwerp voldoet aan de technische voorschriften voor de specifieke doelen en aan de voor producten geldende wetgeving en normen ; en tevens
- 4° het gebruik van de stof of het voorwerp heeft over het geheel genomen geen ongunstige effecten voor het milieu of de menselijke gezondheid. » ;

b) 3° van paragraaf 3 wordt aangevuld met de volgende woorden : « op grond van de voorwaarden van paragraaf 2 en dit, in voorkomend geval, in lijn met de vereisten van paragraaf 4, onder 1° tot en met 5°, en rekening houdend met grenswaarden voor verontreinigende stoffen en eventuele negatieve gevolgen voor het milieu en de menselijke gezondheid.

Deze overheden kunnen informatie over hun besluiten per geval en het resultaat van de verificatie door bevoegde autoriteiten langs elektronische weg bekendmaken. » ;

c) Paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt :

« § 4. Indien geen criteria op het niveau van de Unie zijn vastgesteld, kan de Regering gedetailleerde criteria vaststellen voor de toepassing van de in paragraaf 2 vastgelegde voorwaarden op bepaalde soorten afval. Die gedetailleerde criteria houden rekening met eventuele nadelige effecten voor het milieu en de menselijke gezondheid van de stof of het voorwerp en zijn in overeenstemming met de volgende eisen :

- 1° afvalmateriaal dat als input voor de handeling voor nuttige toepassing mag worden gebruikt ;
- 2° toegelaten verwerkingsprocessen en -technieken ;
- 3° kwaliteitscriteria voor eindeafvalmaterialen die het resultaat zijn van de handeling voor nuttige toepassing overeenkomstig de toepasselijke productnormen, waaronder indien nodig grenswaarden voor verontreinigende stoffen ;
- 4° vereisten waaraan beheerssystemen moeten voldoen om aan te tonen dat de eindeafvalcriteria zijn nageleefd, met inbegrip van kwaliteitscontrole en interne controle en, in voorkomend geval, accreditatie ; en
- 5° een vereiste inzake een conformiteitsverklaring. » ;

d) Il est complété par le paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Toute personne physique ou morale qui :

a) utilise pour la première fois une matière qui a cessé d'être un déchet et qui n'a pas été mise sur le marché ; ou

b) qui met pour la première fois sur le marché une matière après qu'elle a cessé d'être un déchet,

respecte les exigences pertinentes de la législation applicable sur les substances chimiques et les produits. Les conditions énoncées au paragraphe 2 doivent être remplies avant que la législation sur les substances chimiques et les produits ne s'applique à la matière qui a cessé d'être un déchet. ».

Art. 8. Dans la même ordonnance, l'article 11, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Le Gouvernement établit un programme spécifique qui intègre la prévention des déchets alimentaires. ».

Art. 9. Dans l'article 13 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

a) Au paragraphe 2, l'alinéa premier est complété par les mots suivants : « et décrivent, le cas échéant, la contribution apportée par les instruments et mesures énumérés à l'annexe 5 et par les mesures existantes à la prévention des déchets » ;

b) Au paragraphe 4, le 2^o est remplacé par ce qui suit : « 2^o les principales installations d'élimination et de valorisation existantes, y compris toutes les dispositions particulières concernant les huiles usagées, les déchets dangereux, les déchets contenant des quantités non négligeables de matières premières critiques, et les flux de déchets visés par des dispositions particulières ; » ;

c) Au paragraphe 4, le 3^o est remplacé par ce qui suit : « 3^o une évaluation des besoins en matière de fermeture d'infrastructures de traitement des déchets existantes, d'installations supplémentaires de traitement des déchets conformément à l'article 7 et des investissements et autres moyens financiers, y compris pour les autorités locales, nécessaires pour satisfaire ces besoins ; » ;

d) Au paragraphe 4, il est inséré un 3/1^o et un 3/2^o rédigés comme suit :

« 3/1^o des informations sur les mesures à prendre pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 5, paragraphe 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 avril 2002 concernant la mise en décharge des déchets ;

3/2^o une évaluation des systèmes existants de collecte des déchets, y compris en ce qui concerne la couverture matérielle et territoriale de la collecte séparée et des mesures destinées à en améliorer le fonctionnement, de toute dérogation accordée conformément à l'article 19, paragraphe 7, et de la nécessité de nouveaux systèmes de collecte ; » ;

e) Au paragraphe 4, le 7^o est complété par les mots « et des dispositions spécifiques aux déchets et traitements non admis dans les décharges » ;

f) Le paragraphe 4 est complété par les 8^o, 9^o, 10^o, 11^o et 12^o rédigés comme suit :

« 8^o des mesures visant à empêcher et prévenir toute forme de dépôt sauvage de déchets et faire disparaître tous les types de déchets sauvages ;

9^o des indicateurs et des objectifs qualitatifs ou quantitatifs appropriés, notamment en ce qui concerne la quantité de déchets produits et leur traitement ainsi que les déchets municipaux qui sont éliminés ou font l'objet d'une valorisation énergétique ;

10^o des mesures visant à atteindre les objectifs fixés à l'article 22, paragraphes 1^{er}, 2 et 3 ;

11^o des mesures pour prévenir le dépôt de déchets sauvages dans les eaux marines ;

12^o les mesures décrites à l'article 16, § 3. ».

Art. 10. Dans l'article 16 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

a) Au paragraphe 1^{er}, le 5^o est remplacé par ce qui suit : « 5^o la promotion de la conception, du développement, de la production et de l'utilisation de produits, ou de composants de produits, conçus de telle sorte qu'ils contribuent à une réduction de la quantité de déchets, de leur nocivité et des risques de pollution, tant au moment de leur production qu'au cours de leur utilisation ultérieure, et ce afin de veiller à ce que la valorisation et l'élimination des produits qui sont devenus des déchets se fassent conformément aux articles 6 et 17 ; de telles

d) Het wordt aangevuld met een als volgt opgestelde paragraaf 5 :

« § 5. Een natuurlijke of rechtspersoon die :

a) voor de eerste maal een materiaal gebruikt dat niet langer afval is en niet in de handel is gebracht, of

b) een materiaal voor het eerst sinds het niet langer afval is in de handel brengt,

voldoet aan de desbetreffende vereisten uit hoofde van de wetgeving inzake chemische stoffen en producten. Aan de voorwaarden van paragraaf 2 moet zijn voldaan voordat de wetgeving inzake chemische stoffen en producten van toepassing is op het materiaal dat niet langer afval is. ».

Art. 8. In diezelfde ordonnantie wordt artikel 11, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2 die als volgt luidt :

« § 2. De Regering stelt een specifiek programma vast dat de preventie van levensmiddelenafval omvat. ».

Art. 9. Bij artikel 13 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Bij paragraaf 2 wordt het eerste lid aangevuld met de volgende woorden : « en beschrijven, indien relevant, de bijdrage aan de afvalpreventie van in bijlage 5 genoemde instrumenten en maatregelen en bestaande maatregelen » ;

b) Bij paragraaf 4 wordt 2^o vervangen door wat volgt : « 2^o bestaande grote verwijderingsinstallaties en installaties voor nuttige toepassing inclusief speciale regelingen voor afgewerkte olie, gevaarlijke afvalstoffen, afvalstoffen die aanzienlijke hoeveelheden kritieke grondstoffen bevatten, of afvalstromen waarvoor specifieke wetgeving bestaat ; » ;

c) Bij paragraaf 4 wordt 3^o vervangen door wat volgt : « 3^o een beoordeling van de noodzaak van sluiting van bestaande afvalinstallaties, van de behoefte aan extra afvalinstallatie-infrastructuur overeenkomstig artikel 7 en van de investeringen en andere financiële middelen die nodig zijn, met name voor de lokale autoriteiten, om te voorzien in deze behoeften ; » ;

d) Bij paragraaf 4 worden een 3/1^o en een 3/2^o toegevoegd, die als volgt luiden :

« 3/1^o informatie over de maatregelen ter verwezenlijking van de doelstellingen van artikel 5, paragraaf 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 april 2002 betreffende het storten van afvalstoffen ;

3/2^o een beoordeling van de bestaande regelingen voor afvalinzameling, inclusief de materialen en gebieden die door gescheiden inzameling worden bestreken en maatregelen om de werking ervan te verbeteren, van overeenkomstig artikel 19, paragraaf 7, toegestane afwijkingen en van de behoefte aan nieuwe inzamelingsregelingen ; » ;

e) Bij paragraaf 4 wordt 7^o aangevuld met de woorden « en specifieke bepalingen voor afval en behandeling die niet zijn toegestaan op stortplaatsen » ;

f) Paragraaf 4 wordt aangevuld met 8^o, 9^o, 10^o, 11^o en 12^o die als volgt luiden :

« 8^o maatregelen ter bestrijding en voorkoming van alle vormen van zwerfafvalproductie en voor het opruimen van alle soorten zwerfafval ;

9^o passende kwalitatieve en kwantitatieve indicatoren en doelstellingen, met name voor de hoeveelheid geproduceerd afval en de verwerking ervan en voor stedelijk afval dat wordt verwijderd of energieretrieving ondergaat ;

10^o maatregelen om de doelstellingen van artikel 22, paragrafen 1, 2 en 3, te verwezenlijken ;

11^o maatregelen om te voorkomen dat zwerfvuil in de mariene wateren terechtkomt ;

12^o de maatregelen beschreven bij artikel 16, § 3. ».

Art. 10. Bij artikel 16 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Bij paragraaf 1 wordt 5^o vervangen door wat volgt : « 5^o de bevordering van het ontwerp, de ontwikkeling, de productie en het gebruik van producten, of onderdelen van producten, die zodanig ontworpen zijn dat ze bijdragen tot een vermindering van de hoeveelheid afvalstoffen, hun schadelijkheid en verontreinigingsrisico's, zowel op het moment van hun vervaardiging als bij later gebruik om erop toe te zien dat de nuttige toepassing en de verwijdering van de producten, die afvalstoffen zijn geworden, overeenkomstig de artikelen 6 en 17 geschiedt. Dergelijke maatregelen kunnen onder meer aanmoedigen tot

mesures peuvent entre autres encourager la mise au point, la production et la commercialisation de produits ou de composants de produits à usage multiple, contenant des matériaux recyclés, techniquement durables et facilement réparables et qui, après être devenus des déchets, se prêtent à la préparation en vue du réemploi et au recyclage, afin de faciliter la bonne mise en œuvre de la hiérarchie des déchets. Ces mesures tiennent compte des incidences des produits tout au long de leur cycle de vie ainsi que de la hiérarchie des déchets et, le cas échéant, de la possibilité de recyclage multiple » ;

b) Au même paragraphe, au 9°, les mots « permettant au soumissionnaire » sont remplacés par le mot « stimulant » ;

c) Au même paragraphe, un 14° est ajouté, rédigé comme suit :

« 14° la conclusion d'accords entre les collecteurs de déchets et les autorités communales territorialement concernées pour l'organisation de la collecte séparée de certains déchets. le Gouvernement fixe les conditions pour la conclusion des accords et leur contenu minimum portant notamment sur la nature des déchets, les modalités de collecte envisagées, la durée des accords et leurs modes de résiliation. » ;

d) Il est ajouté un paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. Afin d'éviter la production de déchets, le Gouvernement prend toutes mesures appropriées.

Au minimum, ces mesures permettent :

1° de promouvoir et soutenir des modèles de production et de consommation durables ;

2° de encourager la conception, la fabrication et l'utilisation de produits qui représentent une utilisation efficace des ressources, sont durables (notamment en termes de durée de vie et d'absence d'obsolescence programmée), réparables, réutilisables et de conception évolutive ;

3° de cibler les produits qui contiennent des matières premières critiques afin d'éviter que ces matières ne deviennent des déchets ;

4° d'encourager, selon les besoins et sans préjudice des droits de propriété intellectuelle, la disponibilité de pièces détachées, de modes d'emploi, d'informations techniques ou de tout autre instrument, équipement ou logiciel permettant la réparation et le réemploi des produits, sans compromettre leur qualité ou leur sécurité ;

5° de réduire la production de déchets dans les procédés liés à la production industrielle, à l'extraction des minéraux, à la fabrication, à la construction et à la démolition, en tenant compte des meilleures techniques disponibles ;

6° de réduire la production de déchets alimentaires dans la production primaire, la transformation et la fabrication, le commerce de détail et les autres formes de distribution des denrées alimentaires, dans les restaurants et les services de restauration ainsi qu'au sein des ménages afin de contribuer à l'objectif de développement durable des Nations unies visant à réduire de 50 % à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et à réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement d'ici à 2030 ;

7° d'encourager les dons alimentaires et les autres formes de redistribution en vue de la consommation humaine, en donnant la priorité à la consommation humaine par rapport à l'alimentation animale et à la transformation en produits non alimentaires ;

8° de réduire la production de déchets, notamment de déchets qui ne se prêtent pas à la préparation en vue du réemploi ou au recyclage ;

9° de identifier les produits qui constituent les principales sources du dépôt sauvage de déchets, notamment dans le milieu naturel et l'environnement marin, et prévenir et réduire les déchets sauvages issus de ces produits. Si cette mesure est mise en œuvre par le biais de restrictions de marché, ces restrictions doivent être proportionnées et non discriminatoires ;

10° de viser à mettre fin à la production de déchets sauvages dans le milieu marin afin de contribuer à l'objectif de développement durable des Nations unies visant à prévenir et à réduire nettement la pollution marine de tous types ;

11° de mettre en place et soutenir des campagnes d'information afin de sensibiliser à la prévention des déchets et au dépôt sauvage de déchets ;

12° de surveiller et évaluer la mise en œuvre des mesures de prévention des déchets en utilisant des indicateurs et des objectifs qualitatifs ou quantitatifs appropriés, notamment en ce qui concerne la quantité de déchets produits ;

het op punt stellen, vervaardigen en in de handel brengen van producten of onderdelen van producten die geschikt zijn voor meervoudig gebruik, gerecycleerde materialen bevatten, technische duurzaam zijn en, zodra ze afval geworden zijn, geschikt zijn om voorbereid te worden op hergebruik en recycling ter vereenvoudiging van een correcte toepassing van de afvalhiërarchie. Bij die maatregelen wordt rekening gehouden met de effecten van producten gedurende hun volledige levenscyclus, met de afvalhiërarchie en, in voorkomend geval, met het potentieel voor meervoudige recycling » ;

b) Bij diezelfde paragraaf, in 9°, worden de woorden « aan de inschrijver het gebruik toelaten » vervangen door de woorden « het gebruik stimuleren » ;

c) Bij diezelfde paragraaf wordt een 14° toegevoegd die als volgt luidt :

« 14° het sluiten van overeenkomsten tussen afvalinzamelaars en de territoriaal betrokken gemeenten voor de organisatie van de gescheiden inzameling van bepaalde soorten afval. De Regering legt de voorwaarden voor het sluiten van de overeenkomsten en de minimale inhoud ervan vast, met name wat betreft de aard van het afval, de beoogde inzamelingsmodaliteiten, de duur van de overeenkomsten en de wijze waarop deze opgezegd kunnen worden. » ;

d) Er wordt een als volgt opgestelde paragraaf 3 toegevoegd :

« § 3. Om afvalproductie te voorkomen, neemt de Regering gepaste maatregelen.

Deze maatregelen maken het minstens mogelijk om :

1° duurzame productie- en consumptiemodellen te bevorderen en te ondersteunen ;

2° het ontwerp, de fabricage en het gebruik van producten aan te moedigen die hulpbronnefficiënt, duurzaam (ook wat betreft levensduur en het ontbreken van geplande veroudering), repareerbaar, herbruikbaar en opwaardeerbaar zijn ;

3° de producten in kaart te brengen die kritieke grondstoffen bevatten om te voorkomen dat die materialen afval worden ;

4° in voorkomend geval en onverminderd de intellectuele-eigendomsrechten, de beschikbaarheid aan te moedigen van losse onderdelen, handleidingen, technische informatie of andere instrumenten, apparatuur of software die de reparatie en het hergebruik van producten mogelijk maken, zonder afbreuk te doen aan de kwaliteit en veiligheid ervan ;

5° de afvalproductie te verminderen in processen in verband met de industriële productie, de winning van mineralen, de verwerkende industrie en bouw- en sloopwerkzaamheden, rekening houdend met de beste beschikbare technieken ;

6° de productie van levensmiddelenafval in de primaire productie, de verwerking en de industrie, in de detailhandel en de overige distributie van levensmiddelen, in restaurants, catering en huishoudens te verminderen als bijdrage aan de doelstelling van de Verenigde Naties inzake duurzame ontwikkeling om tegen 2030 de hoeveelheid levensmiddelenafval per hoofd van de bevolking wereldwijd op het niveau van de detailhandel en de consument te halveren en het levensmiddelenverlies in de gehele productie- en toeleveringsketen terug te dringen ;

7° voedselschenken en andere herverdeling voor menselijke consumptie aan te moedigen, waarbij het menselijk gebruik voorrang heeft op diervoeding en herverwerking tot niet voor de voeding bestemde producten ;

8° de productie van afvalstoffen te verminderen, met name afvalstoffen die niet geschikt zijn voor voorbereiding voor hergebruik of recycling ;

9° vast te stellen welke producten de belangrijkste bronnen van zwerfafval vormen, met name in het natuurlijke en mariene milieu, en nemen passende maatregelen om zwerfafval van die producten te voorkomen en te verminderen. Wanneer deze verplichting uitgevoerd wordt door middel van marktbeperkingen, moeten deze beperkingen evenredig en niet-discriminerend zijn ;

10° ernaar te streven de productie van zwerfvuil in zee een halt toe te roepen als bijdrage aan de doelstelling van de Verenigde Naties inzake duurzame ontwikkeling om mariene verontreiniging van elke soort te voorkomen en aanzienlijk te verminderen ;

11° voorlichtingscampagnes te ontwikkelen en te steunen om de bewustwording inzake afvalpreventie en zwerfafval te bevorderen ;

12° de uitvoering van de afvalpreventie maatregelen te monitoren en te evalueren door gebruik te maken van passende kwalitatieve en kwantitatieve indicatoren en doelstellingen, met name voor de hoeveelheid afval die wordt geproduceerd ;

13° de suivre et évaluer la mise en œuvre des mesures de prévention des déchets alimentaires en mesurant les niveaux de déchets alimentaires. ».

Art. 11. Dans l'article 19 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

a) Le paragraphe premier est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les déchets font l'objet d'une préparation en vue du réemploi, d'un recyclage de qualité élevée ou d'autres opérations de valorisation conformément aux articles 6 et 17. » ;

b) Le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les déchets sont collectés séparément, lorsque cela est nécessaire pour une gestion des déchets conforme aux articles 6, 17, 21 ou 22 et lorsque cela facilite ou améliore la préparation en vue du réemploi, le recyclage et d'autres opérations de valorisation.

Ils ne sont pas mélangés à d'autres déchets ou matériaux aux propriétés différentes. » ;

c) Le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Sous réserve du paragraphe 3, la collecte séparée est obligatoire pour :

- 1° le papier ;
- 2° le carton ;
- 3° le métal ;
- 4° le plastique ;
- 5° le verre ;
- 6° les déchets dangereux ménagers ;
- 7° les biodéchets ;
- 8° les textiles ; » ;

d) Dans le paragraphe 6, les mots « Dans le cadre de la collecte séparée, et » sont abrogés et les mots « déchets organiques » sont remplacés par le mot « biodéchets » ;

e) L'article 19 est complété par les paragraphes 7, 8, 9 et 10, rédigés comme suit :

« § 7. Le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions peut autoriser des dérogations au paragraphe 3 à condition qu'au moins l'une des conditions suivantes soit remplie :

a) la collecte conjointe de certains types de déchets n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue du réemploi, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à l'article 6 et produit, à l'issue de ces opérations, un résultat de qualité comparable à celui obtenu au moyen d'une collecte séparée ;

b) la collecte séparée ne produit pas le meilleur résultat sur le plan de l'environnement si l'on tient compte de l'incidence globale de la gestion des flux de déchets concernés sur l'environnement ;

c) la collecte séparée n'est pas techniquement réalisable compte tenu des bonnes pratiques de collecte des déchets ;

d) la collecte séparée entraînerait des coûts économiques disproportionnés compte tenu du coût des incidences négatives de la collecte et du traitement de déchets en mélange sur l'environnement et la santé, des possibilités d'amélioration de l'efficacité de la collecte et du traitement des déchets, des recettes tirées des ventes de matières premières secondaires ainsi que de l'application du principe du pollueur-payeur et de la responsabilité élargie des producteurs.

Bruxelles Environnement réexamine régulièrement les dérogations au titre du présent paragraphe en tenant compte des bonnes pratiques de collecte séparée des déchets et d'autres évolutions de la gestion des déchets.

§ 8. Le Gouvernement prend des mesures pour faire en sorte que les déchets qui ont été collectés séparément pour la préparation en vue du réemploi et le recyclage en vertu de l'article 22 et de l'article 34 ne soient pas incinérés, à l'exception des déchets issus d'opérations de traitement ultérieures de déchets collectés séparément pour lesquels l'incinération produit le meilleur résultat sur le plan de l'environnement conformément à l'article 6.

§ 9. Lorsque cela est nécessaire pour une gestion des déchets conforme aux articles 6, 17, 21 ou 22 et pour faciliter ou améliorer la valorisation, le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour retirer, avant ou pendant la valorisation, les substances dangereuses, les mélanges et les composants de déchets dangereux afin qu'ils soient traités conformément aux articles 6 et 17.

13° de uitvoering van de maatregelen ter preventie van levensmiddelenafval te monitoren en te evalueren door de hoeveelheden levensmiddelenafval te meten. ».

Art. 11. Bij artikel 19 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De eerste paragraaf wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Overeenkomstig de artikelen 6 en 17 maken de afvalstoffen het voorwerp uit van een voorbereiding voor hergebruik, hoogwaardige recycling of andere behandelingen voor nuttige toepassing. » ;

b) Paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt :

« § 3. De afvalstoffen worden gescheiden ingezameld indien dit noodzakelijk is om het afvalbeheer conform te stellen met artikelen 6, 17, 21 of 22 en indien het de voorbereiding voor hergebruik, recycling of andere behandelingen voor nuttige toepassing vergemakkelijkt of verbetert.

Ze worden niet gemengd met andere afvalstoffen of materialen die andere eigenschappen hebben. » ;

c) Paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt :

« § 4. Onder voorbehoud van paragraaf 3 is de gescheiden inzameling verplicht voor :

- 1° papier ;
- 2° karton ;
- 3° metaal ;
- 4° plastic ;
- 5° glas ;
- 6° gevaarlijke huishoudelijke afvalstoffen ;
- 7° bioafval ;
- 8° textiel ; » ;

d) In paragraaf 6 worden de woorden « In het kader van de gescheiden ophaling en » opgeheven en de woorden « organische afvalstoffen » worden vervangen door, het woord « bioafval » ;

e) Artikel 19 wordt aangevuld met de als volgt opgestelde paragrafen 7, 8, 9 en 10 :

« § 7. De Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort mag afwijkingen van paragraaf 3 toestaan, mits aan ten minste een van de volgende voorwaarden wordt voldaan :

a) het inzamelen van bepaalde soorten afval is niet van invloed op het potentieel ervan om overeenkomstig artikel 6 voorbereiding voor hergebruik, recycling of andere behandelingen voor nuttige toepassing te ondergaan en levert een output van die handelingen op waarvan de kwaliteit vergelijkbaar is met die welke door middel van gescheiden inzameling wordt bereikt ;

b) gescheiden inzameling levert niet de beste milieuresultaten op als de algehele milieueffecten van het beheer van de desbetreffende afvalstromen in aanmerking worden genomen ;

c) gescheiden inzameling is technisch niet haalbaar wanneer rekening wordt gehouden met goede praktijken op het gebied van afvalinzameling ;

d) gescheiden inzameling zou buitensporig hoge economische kosten meebrengen, rekening houdend met de kosten van negatieve milieu- en gezondheidseffecten van gemengde afvalinzameling en -verwerking, het potentieel voor efficiëntieverbeteringen op het gebied van afvalinzameling en -verwerking, inkomsten uit de verkoop van secundaire grondstoffen alsook de toepassing van het beginsel « de vervuiler betaalt » en uitgebreide producentenverantwoordelijkheid.

Leefmilieu Brussel herbekijkt regelmatig de afwijkingen die krachtens deze paragraaf toegestaan worden, rekening houdend met goede praktijken op het gebied van de gescheiden inzameling van afval en andere ontwikkelingen op het gebied van afvalbeheer.

§ 8. De Regering neemt maatregelen om ervoor te zorgen dat afval dat overeenkomstig artikel 22 en artikel 34 gescheiden is ingezameld met het oog op voorbereiding voor hergebruik en recycling, niet wordt verbrand, met uitzondering van afval dat bij de verdere verwerking van het gescheiden ingezameld afval ontstaat en waarvoor verbranding overeenkomstig artikel 6 het beste milieuresultaat oplevert.

§ 9. Wanneer zulks nodig is voor een afvalbeheer in overeenstemming met de artikelen 6, 17, 21 of 22 en om nuttige toepassing te faciliteren of te verbeteren, neemt de Regering de nodige maatregelen om vóór of tijdens de nuttige toepassing gevaarlijke stoffen en mengsels en bestanddelen van gevaarlijke stoffen te verwijderen met het oog op de verwerking ervan overeenkomstig de artikelen 6 en 17.

§ 10. Au plus tard le 31 décembre 2021, le Gouvernement présente un rapport à la Commission sur la mise en œuvre du présent article en ce qui concerne les déchets municipaux et les biodéchets, y compris la couverture matérielle et territoriale de la collecte séparée et toute dérogation en vertu du paragraphe 6. ».

Art. 12. Dans l'article 21 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

a) Au paragraphe 2, la partie introductive est remplacée par ce qui suit : « À cette fin, le Gouvernement prend toutes les mesures nécessaires qui visent notamment à : » ;

b) Au même paragraphe, le 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° encourager la mise en place et le soutien de réseaux de collecte, de préparation en vue du réemploi et de réparation, y compris pour les équipements électriques et électroniques, les textiles et le mobilier, ainsi que pour les emballages et les matériaux et produits de construction, par, notamment, l'octroi, aux conditions fixées par lui, de subventions aux acteurs œuvrant dans ce secteur et en facilitant lorsqu'il est compatible avec la bonne gestion des déchets, leur accès aux déchets qui sont détenus par les systèmes ou les installations de collecte et qui sont susceptibles de faire l'objet d'une préparation en vue du réemploi mais qui ne sont pas destinés à faire l'objet d'une telle préparation par le système ou l'installation de collecte en question ; » ;

c) Au même paragraphe, au 2°, les mots « permettant au soumissionnaire » sont remplacés par le mot « stimulant » ;

d) Au même paragraphe, les 3° et 4° sont ajoutés, rédigés comme suit :

« 3° suivre et évaluer la mise en œuvre des mesures en matière de réemploi en mesurant le réemploi ;

4° promouvoir spécifiquement le développement des activités des entreprises et associations de l'économie sociale concernées par la collecte, le tri, la réutilisation, le recyclage et la valorisation de déchets. » ;

e) L'article 21 est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit : « § 4. Le Gouvernement prend des mesures pour encourager la démolition sélective afin de permettre le retrait et la manipulation en toute sécurité des substances dangereuses et de faciliter le réemploi, la préparation au réemploi et le recyclage de qualité élevée grâce au retrait sélectif des matériaux, ainsi que pour garantir la mise en place de systèmes de tri des déchets de construction et de démolition au moins pour le bois, les fractions minérales (béton, briques, tuiles et céramiques, pierres), le métal, le verre, le plastique et le plâtre. ».

Art. 13. Dans l'article 22 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

a) Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « déchets municipaux » sont remplacés par les mots « déchets ménagers » ;

b) Il est ajouté les paragraphes 3, 4 et 5, rédigés comme suit :

« § 3. Dès 2025, la préparation en vue du réemploi et le recyclage des déchets municipaux passent à un minimum de 55 % en poids.

Dès 2030, la préparation en vue du réemploi et le recyclage des déchets municipaux passent à un minimum de 60 % en poids.

Dès 2035, la préparation en vue du réemploi et le recyclage des déchets municipaux passent à un minimum de 65 % en poids.

§ 4. Les règles applicables au calcul visant à évaluer la réalisation des objectifs des paragraphes 2 et 3 figurent à l'annexe 6.

§ 5. Le Gouvernement met en place un système efficace de contrôle de qualité et de traçabilité des déchets municipaux afin de garantir que les conditions énoncées au paragraphe 1^{er}, point c), et au paragraphe 2 de l'annexe 6, sont remplies. En vue de garantir la fiabilité et l'exactitude des données recueillies sur les déchets recyclés, ce système peut prendre la forme de registres électroniques de spécifications techniques relatives à la qualité des déchets triés ou de taux moyens de perte pour les déchets triés, respectivement pour les différents types de déchets et les différentes pratiques de gestion des déchets. Les taux moyens de perte ne sont utilisés que dans les cas où des données fiables ne peuvent être obtenues d'une autre manière. ».

Art. 14. Dans l'article 23, § 4, 3°, de la même ordonnance, la phrase suivante est supprimée : « Aucun contrat ne doit être conclu avec l'Agence régionale pour la Propreté pour les déchets des producteurs ou détenteurs de déchets autres que ménagers qui sont collectés par celle-ci dans le cadre des types et volumes de déchets couverts par la redevance dont question à l'article 24/1, § 1^{er}. ».

§ 10. Uiterlijk 31 december 2021 dient de Regering bij de Commissie een verslag in over de tenuitvoerlegging van dit artikel wat betreft stedelijk afval en bioafval, waarin onder meer wordt aangegeven voor welke materialen en welke territoriale gebieden gescheiden inzameling heeft plaatsgevonden en welke afwijkingen krachtens paragraaf 6 zijn toegestaan. ».

Art. 12. Bij artikel 21 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Bij paragraaf 2 wordt het inleidende gedeelte vervangen door wat volgt : « Hiertoe treft de Regering alle nodige maatregelen om met name : » ;

b) Bij dezelfde paragraaf wordt 1° vervangen door wat volgt : « 1° het opzetten en ondersteunen van netwerken voor voorbereiding voor hergebruik en reparatie aan te moedigen, inclusief voor elektrische en elektronische apparatuur, textiel en meubelen, alsmede verpakkingen, bouwmaterialen en -producten, door met name onder de door haar vastgestelde voorwaarden subsidies toe te kennen aan actoren die in deze sector actief zijn en door het vergemakkelijken, wanneer dat verenigbaar is met correct afvalbeheer, van de toegang van deze netwerken tot door inzamelingsregelingen of -installaties gehouden afval dat kan worden voorbereid voor hergebruik maar niet bestemd is voor voorbereiding voor hergebruik door diezelfde regelingen of installaties ; » ;

c) Bij dezelfde paragraaf, in 2°, worden de woorden « die de inschrijver toelaten » vervangen door de woorden « ter stimulering » ;

d) Bij dezelfde paragraaf worden een 3° en een 4° toegevoegd die als volgt luidt :

« 3° de uitvoering van de maatregelen inzake hergebruik te monitoren en te evalueren door het hergebruik te meten ;

4° de ontwikkeling van de activiteiten van bedrijven en verenigingen uit de sociale economie die zich bezighouden met het verzamelen, sorteren, hergebruiken, recyclen en nuttig toepassen van afval specifiek te bevorderen. » ;

e) Artikel 21 wordt aangevuld met een als volgt opgestelde paragraaf 4 : « § 4. De Regering neemt maatregelen ter bevordering van selectieve sloop om de verwijdering en veilige verwerking van gevaarlijke stoffen mogelijk te maken en hergebruik, voorbereiding voor hergebruik, en recycling van hoge kwaliteit door middel van selectieve verwijdering van materialen te faciliteren, en ter bevordering van het opzetten van sorteersystemen voor bouw- en sloopafval voor ten minste het volgende : hout, minerale bestanddelen (beton, bakstenen, tegels en keramische producten, stenen), metaal, glas, plastic en pleister. ».

Art. 13. Bij artikel 22 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Bij paragraaf 2, lid 1 worden de woorden « gemeentelijk afval » vervangen door de woorden « huishoudelijk afval » ;

b) De als volgt opgestelde paragrafen 3, 4 en 5 worden toegevoegd :

« § 3. Vanaf 2025 wordt de voorbereiding voor hergebruik en de recycling van stedelijk afval verhoogd tot minimaal 55 gewichtspercent.

Vanaf 2030 wordt de voorbereiding voor hergebruik en de recycling van stedelijk afval verhoogd tot minimaal 60 gewichtspercent.

Vanaf 2035 wordt de voorbereiding voor hergebruik en de recycling van stedelijk afval verhoogd tot minimaal 65 gewichtspercent.

§ 4. De voorschriften inzake de berekening van de mate waarin de doelstellingen van de paragrafen 2 en 3 verwezenlijkt zijn, zijn opgenomen in bijlage 6.

§ 5. De Regering zet een doeltreffend systeem op voor de kwaliteitscontrole en traceerbaarheid van stedelijk afval om te waarborgen dat aan de voorwaarden van paragraaf 1, punt c), en paragraaf 2 van bijlage 6 wordt voldaan. Om de betrouwbaarheid en nauwkeurigheid van de verzamelde gegevens over gerecycleerd afval te verzekeren, kan het systeem bestaan uit elektronische registers, technische specificaties voor de kwaliteitseisen voor gesorteerd afval of gemiddelde verliespercentages voor gesorteerd afval voor verschillende soorten afval en afvalbeheerpraktijken. Gemiddelde verliespercentages mogen alleen worden gebruikt wanneer er niet op een andere wijze betrouwbare gegevens kunnen worden verkregen. ».

Art. 14. In artikel 23, § 4, 3°, van dezelfde ordonnantie wordt de volgende zin geschrapt : « Geen enkel contract dient te worden gesloten met het Gewestelijk Agentschap voor Netheid voor het afval van de producenten of houders van afval ander dan huishoudelijk afval dat wordt ingezameld door deze in het kader van de types afval en de volumes die gedekt zijn door de kosten waarvan sprake in artikel 24/1, § 1. ».

Art. 15. Dans l'article 24, de la même ordonnance, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, les mots « , y compris ceux liés aux infrastructures nécessaires et à leur fonctionnement, » sont insérés entre les mots « la gestion des déchets » et les mots « sont supportés par le producteur » ;

b) il est ajouté un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Sans préjudice des articles 26 et 26/1, le Gouvernement peut décider que les coûts de la gestion des déchets doivent être supportés en tout ou en partie par le producteur du produit qui est à l'origine des déchets et faire partager ces coûts aux distributeurs de ce produit. ».

Art. 16. Dans l'article 26, § 1^{er}, de la même ordonnance, les 1^o et 3^o sont abrogés.

Art. 17. Dans la même ordonnance, il est inséré un article 26/1 rédigé comme suit :

« Article 26/1 – Exigences générales minimales applicables aux régimes de responsabilité élargie des producteurs

§ 1^{er}. Lorsque des régimes de responsabilité élargie des producteurs sont mis en place, le Gouvernement :

1^o définit clairement les rôles et les responsabilités de tous les acteurs concernés, y compris les producteurs qui mettent des produits sur le marché, les organismes agréés et les organismes de gestion conformément à l'article 26, § 4, 1^o, les organismes publics ou privés de gestion des déchets, les autorités locales et, le cas échéant, les organismes de réemploi et de préparation en vue du réemploi et les entreprises de l'économie sociale et solidaire ;

2^o établit, conformément à la hiérarchie des déchets, des objectifs de gestion des déchets pour que les producteurs atteignent au moins les objectifs quantitatifs pertinents pour le régime de responsabilité élargie des producteurs qui sont fixés par la présente ordonnance, et pour les déchets d'emballages, les véhicules hors d'usage, les piles et accumulateurs et les déchets d'équipements électriques et électroniques et établit d'autres objectifs quantitatifs et/ou des objectifs qualitatifs jugés pertinents pour le régime de responsabilité élargie des producteurs ;

3^o veille à ce qu'un système de communication des données soit mis en place afin de recueillir des données sur les produits mis sur le marché par les producteurs de produits soumis au régime de responsabilité élargie des producteurs et des données sur la collecte et le traitement des déchets issus de ces produits en précisant, le cas échéant, les flux de matières, ainsi que d'autres données pertinentes aux fins du 2^o ;

4^o garantit l'égalité de traitement des producteurs de produits, quelle que soit leur origine ou leur taille, sans imposer de charge réglementaire disproportionnée aux producteurs, y compris les petites et moyennes entreprises, de petites quantités de produits.

§ 2. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour que les détenteurs de déchets visés par les régimes de responsabilité élargie des producteurs soient informés de l'existence de mesures de prévention des déchets, de centres de réemploi et de préparation en vue du réemploi, de systèmes de reprise et de systèmes de collecte des déchets et de la prévention du dépôt sauvage de déchets. Le Gouvernement prend également des mesures pour inciter les détenteurs de déchets à assumer leur responsabilité relative au dépôt de leurs déchets dans les systèmes de collecte séparée mis en place, notamment, le cas échéant, par des mesures d'incitation économiques ou réglementaires.

§ 3. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour que tout producteur de produits :

1^o ait une couverture géographique, des produits et des matières clairement définie, sans que ces domaines ne se limitent à ceux où la collecte et la gestion des déchets sont les plus rentables ;

2^o prévoit une disponibilité suffisante de systèmes de collecte de déchets dans les domaines visés au 1^o ;

3^o dispose des moyens financiers ou des moyens financiers et organisationnels nécessaires pour respecter ses obligations de responsabilité élargie des producteurs ;

4^o mette en place un mécanisme d'autocontrôle approprié, reposant, le cas échéant, sur des audits indépendants réguliers, afin d'évaluer :

a) sa gestion financière, y compris le respect des exigences énoncées au paragraphe 4, 1^o et 2^o ;

Art. 15. Bij artikel 24 van dezelfde ordonnantie, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1 worden de woorden « , met inbegrip van de kosten voor de noodzakelijke infrastructuur en de exploitatie ervan, » ingevoegd tussen de woorden « het afvalbeheer » en de woorden « worden gedragen door de eerste afvalproducent » ;

b) er wordt een als volgt opgestelde paragraaf 2 toegevoegd :

« § 2. Onverminderd de artikelen 26 en 26/1 kan de Regering besluiten de kosten van het afvalbeheer geheel of gedeeltelijk te laten dragen door de producent van het product waaruit het afval is voortgekomen, en de distributeurs van een dergelijk product in deze kosten te laten delen. ».

Art. 16. Bij artikel 26, § 1, van dezelfde ordonnantie worden 1^o en 3^o opgeheven.

Art. 17. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 26/1 ingevoegd dat als volgt luidt :

« Artikel 26/1 – Algemene minimumvereisten voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid

§ 1. Indien er regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid zijn vastgesteld, zorgt de Regering ervoor :

1^o dat zij duidelijk de taken en verantwoordelijkheden omschrijft van alle betrokken actoren, waaronder de producenten die producten in de handel brengen, de erkende organismen en de beheersorganismen overeenkomstig artikel 26, § 4, 1^o, de private of publieke afvalverwerkers, de plaatselijke instanties en, waar van toepassing, exploitanten van installaties voor hergebruik en voorbereiding voor hergebruik en ondernemingen van de sociale economie ;

2^o dat zij, in overeenstemming met de afvalhiërarchie, doelstellingen voor afvalbeheer vaststelt, met als doel dat de producenten ten minste de kwantitatieve doelstellingen behalen die relevant zijn voor de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid zoals vastgelegd in deze ordonnantie, en voor het verpakingsafval, de afgedankte voertuigen, de batterijen en accu's en de afgedankte elektrische en elektronische apparatuur, en dat zij andere kwantitatieve en/of kwalitatieve doelstellingen vaststelt die relevant worden geacht voor de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid ;

3^o dat er een verslagleggingssysteem wordt opgezet om gegevens te verzamelen over de producten die in de handel worden gebracht door producenten van producten waarop uitgebreide producentenverantwoordelijkheid van toepassing is, evenals gegevens over de inzameling en verwerking van die producten afkomstig afval, waar van toepassing met vermelding van de materiaalstromen, alsook andere gegevens die relevant zijn voor de toepassing van 2^o ;

4^o dat gelijke behandeling en non-discriminatie van producenten van producten gewaarborgd wordt, ongeacht hun oorsprong of grootte, zonder dat er een onevenredige regelgevingsdruk wordt opgelegd aan producenten, met inbegrip van kleine en middelgrote ondernemingen, van kleine hoeveelheden producten.

§ 2. De Regering neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de afvalstofhouders op wie de vastgestelde regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid betrekking hebben, worden geïnformeerd over afvalpreventiemaatregelen, centra voor hergebruik en voorbereiding voor hergebruik, terugname- en inzamelings-systemen, en de preventie van zwerfafval. De Regering neemt tevens maatregelen om prikkels voor de afvalstofhouders te creëren zodat zij hun verantwoordelijkheid nemen om hun afval af te leveren bij de bestaande systemen voor gescheiden inzameling, met name economische prikkels of regelgeving, waar passend.

§ 3. De Regering neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat elke producent van producten :

1^o een duidelijk omschreven geografisch gebied, product en materiaal bestrijkt, zonder deze te beperken tot de gebieden waar de inzameling en het beheer van afval het winstgevendst zijn ;

2^o voor een passende beschikbaarheid van afvalinzamelingssystemen binnen de onder 1^o bedoelde gebieden zorgt ;

3^o over de nodige financiële middelen of financiële en organisatorische middelen beschikt om aan zijn verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid te voldoen ;

4^o voorziet in een adequate mechanisme voor zelfbeheer, in voorkomend geval ondersteund door regelmatige onafhankelijke controles voor de beoordeling van :

a) zijn financiële beheer, waaronder de naleving van de vereisten van paragraaf 4, 1^o en 2^o ;

b) la qualité des données recueillies et communiquées conformément au paragraphe 1^{er}, 3^o, du présent article et aux exigences du règlement (CE) n° 1013/2006 ;

5° rende publiques les informations sur la réalisation des objectifs de gestion des déchets visés au paragraphe 1^{er}, 2^o, et lorsque les obligations de responsabilité élargie des producteurs sont remplies conformément à l'article 26, § 4, 1^o, rende également publiques les informations sur :

a) les administrateurs de l'organisme agréé ou l'organisme de gestion, et ses membres adhérents ;

b) les contributions financières versées par les producteurs de produits par unité vendue ou par tonne de produits mis sur le marché ; et

c) la procédure de sélection des opérateurs de gestion des déchets.

§ 4. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour que les contributions financières versées par le producteur du produit pour se conformer à ses obligations de responsabilité élargie :

1° couvrent les coûts suivants pour les produits que le producteur met sur le marché :

a) les coûts de collecte séparée des déchets et de leur transport et traitement ultérieurs, y compris le traitement nécessaire pour atteindre les objectifs de gestion des déchets, ainsi que les coûts nécessaires pour atteindre les autres objectifs visés au paragraphe 1^{er}, 2^o, compte tenu des recettes tirées du réemploi, des ventes des matières premières secondaires issues de ses produits et des droits de consigne non réclamés ;

b) les coûts découlant de la fourniture d'informations adéquates aux détenteurs de déchets conformément au paragraphe 2 ;

c) les coûts de la collecte et de la communication des données conformément au paragraphe 1^{er}, 3^o ;

d) les coûts du nettoyage des déchets sauvages issus de ces produits ainsi que du transport et du traitement ultérieurs de ces déchets sauvages ;

e) les coûts de la collecte des déchets issus de ces produits qui sont jetés dans les systèmes publics de collecte définis par le Gouvernement, y compris ceux liés aux infrastructures et à leur fonctionnement, ainsi que du transport et du traitement ultérieurs de ces déchets. Les coûts peuvent également comprendre la mise en place d'infrastructures spécifiques pour la collecte des déchets pour ces produits, telles que des réceptacles appropriés dans les lieux où les déchets font le plus fréquemment l'objet d'un dépôt sauvage.

Le présent point ne s'applique pas aux régimes de responsabilité élargie des producteurs pour les véhicules hors d'usage, les piles et accumulateurs et les déchets d'équipements électriques et électroniques ;

2° lorsque les obligations de responsabilité élargie des producteurs sont remplies conformément à l'article 26, § 4, 1^o, soient modulées, lorsque cela est possible, pour chaque produit ou groupe de produits similaires, compte tenu notamment de la durabilité, de la réparabilité, des possibilités de réemploi et de la recyclabilité de ceux-ci ainsi que de la présence de substances dangereuses, en adoptant pour ce faire une approche fondée sur le cycle de vie et, lorsqu'ils existent, sur la base de critères harmonisés ;

3° n'excèdent pas les coûts nécessaires à la fourniture de services de gestion des déchets présentant un bon rapport coût-efficacité. Ces coûts sont établis de manière transparente entre les acteurs concernés ;

4° pour les coûts du nettoyage des déchets sauvages, se limitent aux activités exercées par les autorités publiques ou en leur nom. La méthode de calcul est mise au point de telle sorte que les coûts du nettoyage des déchets sauvages puissent être établis de manière proportionnée. Afin de minimiser les coûts administratifs, le Gouvernement peut définir des contributions financières aux frais de nettoyage des déchets sauvages en établissant des montants pluriannuels fixes appropriés.

Lorsque la nécessité d'assurer la bonne gestion des déchets et la viabilité économique du régime de responsabilité élargie des producteurs le justifie, le Gouvernement peut s'écarter de la répartition de la responsabilité financière énoncée au 1^o à condition que :

1° pour les régimes de responsabilité élargie des producteurs mis en place en vue d'atteindre des objectifs de gestion des déchets fixés par les actes législatifs de l'Union, les producteurs de produits supportent au moins 80 % des coûts nécessaires ;

b) de kwaliteit van de gegevens die zijn verzameld en gerapporteerd overeenkomstig paragraaf 1, 3^o, van dit artikel, en de vereisten van Verordening (EG) nr. 1013/2006 ;

5° informatie openbaar beschikbaar maakt over het behalen van de doelstellingen voor afvalbeheer als bedoeld in paragraaf 1, 2^o, en, in geval van collectieve nakoming van de verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid overeenkomstig artikel 26, § 4, 1^o, tevens informatie over :

a) de bestuurders van het erkende organisme of het beheersorganisme en zijn leden ;

b) de door producenten van producten betaalde financiële bijdragen per verkochte eenheid of per ton in de handel gebracht product ; en

c) de selectieprocedure voor afvalbeheerders.

§ 4. De Regering neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de financiële bijdragen die de producent van het product betaalt om aan zijn verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid te voldoen :

1° de volgende kosten dekken voor de producten die de producent in de handel brengt :

a) de kosten van de gescheiden inzameling van afval en vervolgens het vervoer en de verwerking ervan, met inbegrip van de verwerking die nodig is om te voldoen aan de doelstellingen op het gebied van afvalbeheer, en de kosten die nodig zijn om te voldoen aan andere doelstellingen als bedoeld in paragraaf 1, 2^o, rekening houdend met de inkomsten uit het hergebruik, de verkoop van secundaire grondstoffen van hun producten en niet-opgeëist statiegeld ;

b) de kosten van het verstrekken van passende informatie aan afvalstoffenhouders overeenkomstig paragraaf 2 ;

c) de kosten van het verzamelen en rapporteren van gegevens overeenkomstig paragraaf 1, 3^o ;

d) de kosten voor het opruimen van het zwerfafval van deze producten, en voor daaropvolgend vervoer en verwerking van dat zwerfafval ;

e) de kosten voor het inzamelen van afval van die producten die in de door de Regering gedefinieerde openbare inzamelsystemen worden afgedankt, inclusief de kosten voor de infrastructuur en de exploitatie ervan en voor daaropvolgend vervoer en verwerking van dat afval. De kosten kunnen ook betrekking hebben op het opzetten van specifieke infrastructuur voor het inzamelen van afval van deze producten, zoals passende afvalcontainers op plekken waar frequent zwerfafval wordt aangetroffen.

Dit punt is niet van toepassing op regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheden voor afgedankte voertuigen, batterijen en accu's, en afgedankte elektrische en elektronische apparatuur ;

2° Wanneer de verplichtingen in verband met de uitgebreide producentenverantwoordelijkheden nagekomen worden in overeenstemming met artikel 26, § 4, 1^o, indien mogelijk, voor afzonderlijke producten of groepen van soortgelijke producten worden gedifferentieerd, met name door rekening te houden met duurzaamheid, reparatiebaarheid, herbruikbaarheid en recycleerbaarheid en de aanwezigheid van gevaarlijke stoffen, waarbij wordt uitgegaan van de gehele levenscyclus en, wanneer beschikbaar, op basis van geharmoniseerde criteria ;

3° niet meer bedragen dan de kosten die nodig zijn om de afvalbeheersdiensten op kostenefficiënte wijze te verrichten. Die kosten worden op transparante wijze vastgesteld tussen de betrokken actoren ;

4° voor de kosten voor het opruimen van zwerfafval, beperkt blijven tot kosten voor werkzaamheden door of namens overheidsinstanties. De berekeningsmethode wordt zodanig ontwikkeld dat de kosten voor het opruimen van zwerfafval proportioneel kunnen worden vastgesteld. Om de administratieve kosten zo laag mogelijk te houden, kan de Regering voor het opruimen van zwerfafval een financiële bijdrage bepalen door passende meerjarige vaste bedragen vast te stellen.

Wanneer dat wordt gerechtvaardigd door de noodzaak om een adequaat afvalbeheer en de economische levensvatbaarheid van de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid te waarborgen, kan de Regering afwijken van de verdeling van financiële verantwoordelijkheid als vastgelegd onder 1^o, mits :

1° in geval van regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die zijn vastgesteld om doelstellingen voor afvalbeheer en doelstellingen die krachtens wetgevingshandelingen van de Unie zijn vastgesteld, te behalen, de producenten van producten ten minste 80 % van de noodzakelijke kosten dragen ;

2° pour les régimes de responsabilité élargie des producteurs mis en place le 4 juillet 2018 ou après cette date en vue d'atteindre des objectifs de gestion des déchets fixés uniquement par le Gouvernement, les producteurs de produits supportent au moins 80 % des coûts nécessaires ;

3° pour les régimes de responsabilité élargie des producteurs mis en place avant le 4 juillet 2018 en vue d'atteindre des objectifs de gestion des déchets fixés uniquement par le Gouvernement, les producteurs de produits supportent au moins 50 % des coûts nécessaires ;

et à condition que les coûts restants soient supportés par les producteurs initiaux de déchets ou les distributeurs.

Cette dérogation ne peut pas servir à réduire la part des coûts supportés par les producteurs de produits au titre des régimes de responsabilité élargie des producteurs mis en place avant le 4 juillet 2018.

§ 5. Le Gouvernement met en place un cadre approprié de suivi et de contrôle de l'application pour s'assurer que les producteurs de produits respectent leurs obligations de responsabilité élargie, y compris en cas de ventes à distance, que les moyens financiers sont utilisés à bon escient et que tous les acteurs intervenant dans la mise en œuvre des régimes de responsabilité élargie des producteurs déclarent des données fiables.

Lorsque, sur le territoire de la Région, plusieurs organisations mettent en œuvre des obligations de responsabilité élargie des producteurs pour le compte des producteurs de produits, le Gouvernement désigne au moins un organisme indépendant des intérêts privés ou une autorité publique pour surveiller la mise en œuvre des obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs.

Le Gouvernement autorise les producteurs de produits établis dans un autre État membre de l'Union européenne qui commercialisent des produits en Région de Bruxelles-Capitale à désigner une personne physique ou morale établie en Région de Bruxelles-Capitale en tant que mandataire chargé d'assurer le respect des obligations qui incombent à un producteur de produits établi en Région de Bruxelles-Capitale en vertu des régimes de responsabilité élargie des producteurs.

Le Gouvernement veille à ce qu'un producteur établi sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et qui commercialise des produits dans un autre État membre de l'Union européenne dans lequel il n'est pas établi, comme un mandataire dans cet autre État membre, chargé d'assurer le respect des obligations qui lui incombent en vertu des régimes de responsabilité élargie des producteurs.

Afin de suivre et de vérifier le respect des obligations qui incombent au producteur de produits en vertu des régimes de responsabilité élargie des producteurs, le Gouvernement peut définir des exigences, comme l'enregistrement, l'information et la communication des données, qui doivent être remplies par ce mandataire.

§ 6. Le Gouvernement assure un dialogue régulier entre les parties prenantes concernées par la mise en œuvre de régimes de responsabilité élargie des producteurs, y compris les producteurs et les distributeurs, les organismes publics ou privés de gestion des déchets, les autorités locales, les organisations de la société civile et, le cas échéant, les acteurs de l'économie sociale et solidaire, les réseaux de réemploi et de réparation ainsi que les organismes de préparation en vue du réemploi.

§ 7. L'information du public en vertu du présent article ne porte pas atteinte à la protection de la confidentialité des informations commercialement sensibles. ».

Art. 18. L'article 29, paragraphe premier, alinéa 2, de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque des déchets dangereux ont été mélangés illégalement, en violation du présent article, une opération de séparation doit être effectuée, sans préjudice de l'article 50, si cette opération est techniquement faisable et nécessaire, pour se conformer à l'article 17.

Lorsqu'une séparation n'est pas requise en vertu du deuxième alinéa, les déchets mélangés doivent être traités dans une installation qui a obtenu une autorisation conformément à l'article 37 pour traiter ce mélange. ».

2° in geval van regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die zijn vastgesteld op of na 4 juli 2018 om doelstellingen voor afvalbeheer en doelstellingen die enkel door de Regering zijn vastgesteld, te behalen, de producenten van producten ten minste 80 % van de noodzakelijke kosten dragen ;

3° in geval van regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die zijn vastgesteld vóór 4 juli 2018 om doelstellingen voor afvalbeheer en doelstellingen die enkel door de Regering zijn vastgesteld, te behalen de producenten van producten ten minste 50 % van de noodzakelijke kosten dragen ;

en mits de overige kosten worden gedragen door de oorspronkelijke producenten of distributeurs van afvalstoffen.

Deze afwijking mag niet worden gebruikt om het aandeel in de kosten dat gedragen wordt door producenten van producten in het kader van vóór 4 juli 2018 vastgesteld regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid te verlagen.

§ 5. De Regering stelt een passend kader voor monitoring en handhaving vast om te waarborgen dat de producenten van producten aan hun verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voldoen, ook in geval van verkoop op afstand, dat de financiële middelen correct worden gebruikt en dat alle actoren die betrokken zijn bij de uitvoering van de regelingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid betrouwbare gegevens rapporteren.

Indien op het grondgebied van het Gewest meerdere organisaties de verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid namens de producenten van producten uitvoeren, wijst de Regering ten minste één van particuliere belangen onafhankelijke instantie aan die toezicht houdt op de uitvoering van de verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, of vertrouwt hij die taak aan een publieke instantie toe.

De Regering staat de producenten van producten die in een andere lidstaat van de Europese Unie zijn gevestigd en die producten op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de handel brengen, toe een in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigde rechtspersoon of natuurlijke persoon aan te wijzen als gemachtigd vertegenwoordiger voor de uitvoering van de verplichtingen van een in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigde producent van producten in verband met de regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid.

De Regering zorgt ervoor dat een producent die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is gevestigd en die producten in de handel brengt in een andere lidstaat van de Europese Unie waarin hij niet is gevestigd, een gemachtigd vertegenwoordiger in die andere lidstaat aanwijst voor het nakomen van de verplichtingen in verband met de regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid.

Voor de monitoring en verificatie van de naleving van de verplichtingen van de producent van producten in verband met regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid kan de Regering vereisten vaststellen, zoals registratie en informatie- en rapportagevereisten, waaraan een rechtspersoon of natuurlijke persoon moet voldoen om te worden aangewezen als gemachtigd vertegenwoordiger op haar grondgebied.

§ 6. De Regering zorgt voor een regelmatige dialoog tussen alle relevante belanghebbenden die betrokken zijn bij de uitvoering van de regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, waaronder producenten en distributeurs, private of publieke afvalverwerkers, lokale instanties, maatschappelijke organisaties en, indien van toepassing, actoren van de sociale economie, hergebruik- en reparatienetwerken en exploitanten van installaties voor voorbereiding voor hergebruik.

§ 7. Verstrekking van informatie aan het publiek krachtens dit artikel doet geen afbreuk aan het bewaren van de vertrouwelijkheid van commercieel gevoelige informatie. ».

Art. 18. Artikel 29, eerste paragraaf, lid 2, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door wat volgt :

« Indien gevaarlijke afvalstoffen in strijd met dit artikel op onrechtmatige wijze gemengd zijn, moet er een scheiding uitgevoerd worden, onverminderd artikel 50, wanneer dat technisch haalbaar is en noodzakelijk om te voldoen aan artikel 17.

Wanneer er geen scheiding vereist is op grond van het tweede lid, moet het gemengd afval verwerkt worden in een faciliteit die geschikt over een vergunning overeenkomstig artikel 37 om dat mengsel te verwerken. ».

Art. 19. L'article 31 de la même ordonnance, dont les alinéas 1 et 2 actuels formeront respectivement les paragraphes 2 et 3, est complété par un paragraphe 1^{er} rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Les déchets dangereux produits par les ménages sont collectés séparément, ne peuvent contaminer d'autres flux de déchets municipaux et sont traités conformément aux articles 6 et 17. ».

Art. 20. Dans l'article 33, le paragraphe premier est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les huiles usagées sont collectées séparément, à moins qu'une collecte séparée ne soit pas techniquement faisable compte tenu des bonnes pratiques.

Les huiles usagées sont traitées, en donnant la priorité à la régénération ou à d'autres opérations de recyclage fournissant des résultats d'ensemble sur le plan environnemental équivalents à ceux de la régénération ou meilleurs que ceux-ci, conformément aux articles 4 et 13.

Les huiles usagées dotées de caractéristiques différentes ne sont pas mélangées entre elles, ni les huiles usagées avec d'autres déchets ou substances, si un tel mélange empêche leur régénération ou une autre opération de recyclage fournissant des résultats d'ensemble sur le plan environnemental équivalents à ceux de la régénération ou meilleurs que ceux-ci. ».

Art. 21. L'article 34 de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Sous réserve de l'article 19, paragraphe 3, les biodéchets sont soit triés et recyclés à la source, soit collectés séparément et non mélangés avec d'autres types de déchets.

§ 2. Le Gouvernement peut autoriser la collecte conjointe des biodéchets et des déchets présentant des propriétés de biodégradabilité et de compostabilité similaires qui sont conformes aux normes de produits fédérales au moins équivalentes aux normes européennes pertinentes, applicables aux emballages valorisables par compostage et biodégradation.

§ 3. Le Gouvernement prend des mesures, conformément aux articles 6 et 17, pour :

1° encourager en priorité le compostage domestique individuel et le compostage de proximité ;

2° encourager le recyclage, y compris le compostage et la digestion, des biodéchets de manière à satisfaire à un niveau élevé de protection de l'environnement et à aboutir à des résultats répondant à des normes de qualité élevées ; et

3° promouvoir l'utilisation de matières produites à partir de biodéchets. ».

Art. 22. L'article 40 de la même ordonnance, alinéa 3, est complété par la phrase suivante :

« À partir de l'exercice 2022, ce montant est porté à 15 euros par tonne de déchets visés à l'alinéa 1^{er} admise à l'incinération. ».

Art. 23. Dans l'article 41 de la même ordonnance, paragraphe 4, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ce calcul est établi par Bruxelles Environnement, après consultation de l'Agence, en vue de l'établissement de la taxe visée au paragraphe 1^{er}. Bruxelles Environnement sollicite auprès des personnes concernées les informations nécessaires à ce calcul. ».

Art. 24. Dans l'article 42 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

a) Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « des douze mois précédant le mois de décembre » sont insérés entre les mots « en divisant la moyenne des indices des prix » et les mots « de l'année qui précède » ;

b) Le même paragraphe est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« À partir de l'exercice 2023, l'indexation annuelle est effectuée sur la base de l'indice du mois de novembre de l'année précédente, une première fois le 1^{er} janvier 2023 sur la base de l'indice du mois de novembre 2022, base 2006. » ;

c) Au paragraphe 2, les mots « ou inférieur selon que le chiffre des dixièmes d'eurocent atteint ou non 5 » sont abrogés.

Art. 19. Artikel 31 van dezelfde ordonnantie, waarvan de huidige leden 1 en 2 respectievelijk de paragrafen 2 en 3 zullen vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 1 die als volgt luidt :

« § 1. De gevaarlijke afvalstoffen die door de huishoudens geproduceerd worden, worden gescheiden ingezameld, mogen andere stedelijke afvalstromen niet besmetten en worden verwerkt in overeenstemming met de artikelen 6 en 17. ».

Art. 20. In artikel 33 wordt de eerste paragraaf vervangen door wat volgt :

« § 1. Afgewerkte oliën worden gescheiden ingezameld, tenzij gescheiden inzameling, rekening houdend met goede praktijken, technisch niet haalbaar is.

Bij de verwerking van afgewerkte oliën wordt voorrang gegeven aan regeneratie of andere recyclinghandelingen met een milieuresultaat dat gelijk is aan of beter is dan dat van regeneratie, overeenkomstig de artikelen 4 en 13.

Afgewerkte oliën met uiteenlopende eigenschappen worden niet gemengd met elkaar en met andere soorten afval of stoffen, indien dat mengen een belemmering vormt voor de regeneratie ervan of voor andere recyclinghandelingen die gelijkwaardige of betere algehele milieuresultaten opleveren dan regeneratie. ».

Art. 21. Artikel 34 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Onder voorbehoud van artikel 19, paragraaf 3 wordt bioafval ofwel aan de bron gescheiden en gerecycleerd, ofwel gescheiden ingezameld en niet gemengd met andere soorten afval.

§ 2. De Regering kan toestaan dat afval met vergelijkbare biologische afbreekbaarheid en composteerbaarheid dat voldoet aan de geldende federale productnormen die minstens gelijkwaardige zijn aan de relevante Europese normen, voor verpakkingen die via compostering en biologische afbraak nuttig kunnen worden toegepast, samen met bioafval wordt ingezameld.

§ 3. De Regering neemt maatregelen overeenkomstig de artikelen 6 en 17 om :

1° in eerste instantie het individuele thuiscomposteren en het buurtcomposteren aan te moedigen ;

2° recycling aan te moedigen, met inbegrip van het composteren en vergisten van bioafval, op een wijze die een hoge mate van milieubescherming biedt en een output oplevert die aan hoge kwaliteitsnormen voldoet ; en

3° het gebruik van met bioafval geproduceerd materiaal te bevorderen. ».

Art. 22. Het artikel 40 van dezelfde ordonnantie, derde lid, wordt aangevuld met onderstaande zin :

« Vanaf het belastingjaar 2022, wordt dit bedrag verhoogd tot 15 euro per ton afvalstoffen bedoeld in het eerste lid die in aanmerking komt voor verbranding. ».

Art. 23. In artikel 41 van dezelfde ordonnantie, paragraaf 4, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Deze berekening wordt uitgevoerd door Leefmilieu Brussel, na raadpleging van het Agentschap, met het oog op de invoering van de belasting zoals bedoeld in paragraaf 1. Leefmilieu Brussel vraagt de nodige informatie voor de berekening bij de betrokken personen. ».

Art. 24. In artikel 42 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Bij paragraaf 1, lid 2, worden de woorden « van de twaalf maanden die voorafgaan aan de maand december » ingevoegd tussen de woorden « door het gemiddelde van de prijsindexen » en de woorden « van het jaar voorafgaand » ;

b) Hetzelfde paragraaf wordt aangevuld met een derde lid die als volgt luidt :

« Vanaf het belastingjaar 2023 gebeurt de jaarlijkse indexering op basis van het indexcijfer van de maand november van het voorgaande jaar, een eerste keer op 1 januari 2023 op basis van het indexcijfer van november 2022, basis 2006. » ;

c) Bij paragraaf 2, worden de woorden « of lagere » en de woorden « naargelang het cijfer van de tienden eurocent al dan niet 5 bereikt » geschrapt.

Art. 25. Dans l'article 45 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

a) Au paragraphe 2, l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit : « Le registre indique, par ordre chronologique, au moins les éléments suivants :

1° la quantité, la nature et l'origine des déchets et la quantité de produits et de matières issus de la préparation en vue du réemploi, du recyclage ou d'autres opérations de valorisation ; et

2° s'il y a lieu, la destination, la fréquence de collecte, le moyen de transport et le mode de traitement envisagé pour ces déchets. » ;

b) Le paragraphe 3, alinéa 2, est complété par les mots suivants : « au moyen du ou des registres électroniques créés en vertu du paragraphe 6 le cas échéant, » ;

c) Il est ajouté un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. Le Gouvernement crée un registre électronique ou des registres coordonnés pour consigner les données relatives aux déchets dangereux visées au paragraphe 2, pour la Région de Bruxelles-Capitale. Le Gouvernement peut créer de tels registres pour d'autres flux de déchets, notamment pour ceux pour lesquels les actes législatifs de l'Union fixent des objectifs. Le Gouvernement utilise les données relatives aux déchets communiquées par les exploitants industriels dans le cadre du registre européen des rejets et des transferts de polluants, institué par le règlement (CE) n° 166/2006 du Parlement européen et du Conseil. ».

Art. 26. Dans l'article 49 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

a) Le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° contrevient aux dispositions des arrêtés pris par le Gouvernement en exécution des articles 16, § 1^{er} et § 3, 21, § 2 et § 4, 22, 26, 26/1, 27, 32, 34, 35 et 56, § 1^{er}, alinéa 2 ; » ;

b) L'article est complété par le 9° rédigé comme suit :

« 9° ne respecte pas les exigences énoncées à l'article 9, § 5. ».

Art. 27. Dans l'article 57 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

a) Le paragraphe premier est complété par les g) et h) rédigés comme suit :

« g) les critères détaillés adoptés en application de l'article 8, § 3, conformément à la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil lorsque ladite directive l'exige ;

h) les critères détaillés adoptés en application de l'article 9, § 4, conformément à la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil lorsque ladite directive l'exige. » ;

b) Le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le Gouvernement communique à la Commission via les canaux appropriés :

1° les données conformément aux articles 37.1 à 37.4 et les rapports conformément à l'article 37.5 de la directive 2008/98/CE ;

2° les données conformément aux articles 15.1 à 15.3 de la directive 1999/31/CE ;

3° les données conformément aux articles 9.1bis à 9.1ter de la directive 2000/53/CE ;

4° les données conformément aux articles 10.1 et 12.5 de la directive 2006/66/CE ;

5° les données conformément aux articles 16.6 et 16.7 de la directive 2012/19/CE. ».

Art. 28. L'article 73, alinéa unique, de la même ordonnance est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les régimes de responsabilité élargie des producteurs qui ont été établis avant le 4 juillet 2018, l'article 26/1 entre en vigueur le 5 janvier 2023. ».

Art. 29. Dans la même ordonnance, l'annexe 2 est remplacée par l'annexe 2 jointe en annexe I à la présente ordonnance.

Art. 30. Dans la même ordonnance, il est inséré une annexe 5, et une annexe 6 qui sont jointes respectivement en annexes II et III à la présente ordonnance.

Art. 25. Bij artikel 45 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Bij paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen door wat volgt : « Het register vermeldt in chronologische volgorde minstens de volgende elementen :

1° de hoeveelheid, aard, oorsprong van die afvalstoffen en de hoeveelheid producten en materialen die verkregen zijn door voorbereiding voor hergebruik, recycling of andere handelingen voor nuttige toepassing, en

2° voor zover van toepassing, bestemming, inzamelingsfrequentie, wijze van vervoer en geplande methode van verwerking van die afvalstoffen. » ;

b) Paragraaf 3, lid 2, wordt aangevuld met de volgende woorden : « via de krachtens paragraaf 6 op te zetten elektronische registers waar passend, » ;

c) Er wordt een als volgt opgestelde paragraaf 6 toegevoegd :

« § 6. De Regering zet een elektronisch register of gecoördineerde registers op om de gegevens over de in paragraaf 2 bedoelde gevaarlijke afvalstoffen te registreren, voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De Regering kan dergelijke registers voor andere afvalstromen opzetten, met name die afvalstromen waarvoor doelstellingen in de wetgevingshandelingen van de Unie zijn vastgesteld. De Regering maakt gebruik van de gegevens over afval die worden gerapporteerd door de industriële exploitanten in het Europees register inzake de uitstoot en overbrenging van verontreinigende stoffen, dat is ingesteld bij Verordening (EG) nr. 166/2006 van het Europees Parlement en de Raad. ».

Art. 26. Bij artikel 49 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 6° wordt vervangen door wat volgt :

« 6° de bepalingen van de door de Regering in uitvoering van de artikelen 16, § 1 en § 3, 21, § 2 en § 4, 22, 26, 26/1, 27, 32, 34, 35 en 56, § 1, tweede lid goedgekeurde besluiten overtreedt ; » ;

b) Het artikel wordt aangevuld met 9° die als volgt luidt :

« 9° niet voldoet aan de vereisten van het artikel 9, § 5. ».

Art. 27. Bij artikel 57 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De eerste paragraaf wordt aangevuld met de als volgt geformuleerde g) en h) :

« g) de gedetailleerde criteria goedgekeurd in toepassing van artikel 8, § 3, overeenkomstig Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad, wanneer de richtlijn in kwestie dit vereist ;

h) de gedetailleerde criteria goedgekeurd in toepassing van artikel 9, § 4, overeenkomstig Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad, wanneer de richtlijn in kwestie dit vereist. » ;

b) Paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt :

« § 2. De Regering deelt de Commissie via de gepaste kanalen het volgende mee :

1° de gegevens overeenkomstig de artikelen 37.1 tot 37.4 en de verslagen overeenkomstig artikel 37.5 van Richtlijn 2008/98/EG ;

2° de gegevens overeenkomstig de artikelen 15.1 tot 15.3 van Richtlijn 1999/31/EG ;

3° de gegevens overeenkomstig de artikelen 9.1bis tot 9.1ter van Richtlijn 2000/53/EG ;

4° de gegevens overeenkomstig de artikelen 10.1 en 12.5 van Richtlijn 2006/66/EG ;

5° de gegevens overeenkomstig de artikelen 16.6 en 16.7 van Richtlijn 2012/19/EG. ».

Art. 28. Artikel 73, uniek lid, van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt :

« Voor de regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die zijn vastgesteld vóór 4 juli 2018 treedt artikel 26/1 in werking op 5 januari 2023. ».

Art. 29. In dezelfde ordonnantie wordt bijlage 2 vervangen door bijlage 2 die als bijlage I bij deze ordonnantie gevoegd wordt.

Art. 30. In dezelfde ordonnantie worden er een bijlage 5 en een bijlage 6 ingevoegd, die respectievelijk als bijlage II en bijlage III bij de huidige ordonnantie gevoegd worden.

CHAPITRE 2. — *Modification du Code du 25 mars 1999 de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale*

Art. 31. Dans l'annexe 3, alinéa 1^{er}, 11^o, du Code du 25 mars 1999 de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale, les mots « l'importation et l'exportation de déchets, à l'entrée et à la sortie de l'Union européenne, » sont remplacés par les mots « le transfert transfrontalier de déchets, à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de l'Union européenne ; ».

Art. 32. Dans l'article 5 § 2, du même Code, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le fonctionnaire dirigeant de l'ARP désigne les agents de l'ARP chargés de la surveillance. Ils sont chargés de contrôler, sur l'ensemble du territoire régional, le respect des articles 18, § 1^{er}, et 19, §§ 2 et 4, de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets en ce qui concerne les déchets au sens de l'article 3, 1^o, de la même ordonnance, à l'exception des déchets municipaux visés à l'article 3, 6^o, b), de la même ordonnance pour lesquels, conformément à l'article 23 de la même ordonnance, les détenteurs desdits déchets procèdent eux-mêmes à leur traitement ou le font faire par un négociant, une installation ou une entreprise effectuant des opérations de traitement des déchets ou par un collecteur de déchets autre que l'ARP, et de constater les infractions. ».

CHAPITRE 3. — *Modification de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués*

Art. 33. Dans l'article 53/1, § 2, de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, inséré par l'article 58 de l'ordonnance du 23 juin 2017 modifiant certaines dispositions de l'ordonnance du 5 mars 2009, les mots « ou de Bruxelles Environnement » sont insérés entre les mots « titulaire d'obligations » et les mots « contre un expert en pollution du sol ».

CHAPITRE 4. — *Modification de l'arrêté royal du 8 novembre 2007 concernant la prévention et la réparation des dommages environnementaux dus au transport par la route, la voie ferrée, par voie navigable ou par les airs : d'espèces végétales non indigènes et d'espèces animales non indigènes, ainsi que les dépouilles de ces derniers suite à leur import, export et transit ; ainsi que de déchets lors de leur transit*

Art. 34. Dans l'article 2, 8^o, de l'arrêté royal du 8 novembre 2007 concernant la prévention et la réparation des dommages environnementaux dus au transport par la route, la voie ferrée, par voie navigable ou par les airs : d'espèces végétales non indigènes et d'espèces animales non indigènes, ainsi que les dépouilles de ces derniers suite à leur import, export et transit ; ainsi que de déchets lors de leur transit, les mots « ; ainsi que de déchets lors de leur transit » sont supprimés.

Art. 35. L'article 3, point 2, du même arrêté est abrogé.

Art. 36. Dans l'article 5, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « ; ainsi que dans le transit de déchets » sont supprimés.

Art. 37. Dans l'article 7 du même arrêté, les mots « ; ainsi que de déchets lors de leur transit » sont supprimés.

Art. 38. L'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté est abrogé.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van het Wetboek van 25 maart 1999 van inspectie, preventie, vaststelling en bestrafing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid*

Art. 31. In bijlage 3, lid 1, 11^o van het Wetboek van 25 maart 1999 van inspectie, preventie, vaststelling en bestrafing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid, zijn de woorden « de in- en uitvoer van afvalstoffen naar en uit de Europese Unie » vervangen door de woorden « de grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen binnen, naar en uit de Europese Unie ; ».

Art. 32. In het artikel 5 § 2, van hetzelfde Wetboek, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De leidend ambtenaar van het GAN stelt de met het toezicht belaste personeelsleden van het GAN aan. Ze zijn belast met het toezicht, op het geheel van het gewestelijke grondgebied, op de naleving van artikelen 18, § 1 en 19, §§ 2 en 4 van de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen voor wat afvalstoffen in de zin van artikel 3, 1^o, van dezelfde ordonnantie betreft, met uitzondering van stedelijke afvalstoffen bedoeld in artikel 3, 6^o, b), van dezelfde ordonnantie waarvoor, overeenkomstig artikel 23 van dezelfde ordonnantie, de houders van deze afvalstoffen zelf de afvalverwerking verrichten of laten verrichten door een handelaar, een installatie of een onderneming die afvalverwerkingshandelingen verricht, of door een inzamelaar van afvalstoffen, andere dan het GAN, en met de vaststelling van de misdrijven. ».

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems*

Art. 33. In artikel 53/1, § 2, van de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems, ingevoegd bij artikel 58 van de ordonnantie van 23 juni 2017 tot wijziging van sommige bepalingen van de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems, worden de woorden « of van Leefmilieu Brussel » ingevoegd tussen het woord « verplichtinghouder » en de woorden « tegen een bodemverontreinigingsdeskundige ».

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van het Koninklijk besluit van 8 november 2007 betreffende de preventie en het herstel van milieuschade ten gevolge van het vervoer over de weg, per spoor, over de binnenwateren of in de lucht van : uitheemse plantensoorten evenals van uitheemse diersoorten en hun krenge, naar aanleiding van de in-, de uit- en de doorvoer ervan ; alsook van afvalstoffen bij hun doorvoer*

Art. 34. In artikel 2, 8^o, van het koninklijk besluit van 8 november 2007 betreffende de preventie en het herstel van milieuschade ten gevolge van het vervoer over de weg, per spoor, over de binnenwateren of in de lucht van : uitheemse plantensoorten evenals van uitheemse diersoorten en hun krenge, naar aanleiding van de in-, de uit- en de doorvoer ervan ; alsook van afvalstoffen bij hun doorvoer, worden de woorden « ; alsook van afvalstoffen bij hun doorvoer » geschrapt.

Art. 35. Artikel 3, punt 2 van hetzelfde besluit wordt ingetrokken.

Art. 36. In artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden « ; alsook van afvalstoffen bij hun doorvoer » geschrapt.

Art. 37. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden « ; alsook van afvalstoffen bij hun doorvoer » geschrapt.

Art. 38. Artikel 13, § 1, lid 1, van hetzelfde besluit wordt ingetrokken.

CHAPITRE 5. — *Modification de l'ordonnance du 22 avril 1999 fixant la liste des installations de classe IA visée à l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement*

Art. 39. § 1^{er}. Les rubriques n° 213, 215, 216, 217, 218, 219 et 220 de l'annexe de l'ordonnance du 22 avril 1999 fixant la liste des installations de classe IA visée à l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement sont remplacées respectivement par les rubriques suivantes :

N° rubrique	Dénomination	Classe
213	Installations de tri et/ou de préparation en vue du réemploi des déchets, y compris la collecte et le dépôt, d'une capacité supérieure à 100.000 t/an	1A
215	Décharges de déchets dangereux, y compris la collecte et le dépôt	1A
216	Installations d'incinération de déchets dangereux, y compris la collecte et le dépôt	1A
217	Usines d'élimination de déchets par traitement chimique, y compris la collecte et le dépôt	1A
218	Décharges de déchets non dangereux	1A
219	Installation d'incinération de déchets non dangereux, y compris la collecte et le dépôt de ces déchets, d'une capacité de plus de 12 t/jour	1A
220	Installations de collecte des déchets, y compris le dépôt d'une capacité de plus de 100.000 t/an	1A

Nr. rubriek	Benamingen	Klasse
213	Inrichtingen voor het sorteren en/of voor het voorbereiden met het oog op hergebruik van afvalstoffen, met inbegrip van de inzameling en de opslag, met een capaciteit groter dan 100.000 t/jaar	1A
215	Stortplaatsen voor gevaarlijke afvalstoffen, met inbegrip van de inzameling en de opslag	1A
216	Inrichtingen voor de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen, met inbegrip van de inzameling en de opslag	1A
217	Fabrieken voor de verwijdering van afvalstoffen door scheikundige behandeling, met inbegrip van de inzameling en de opslag	1A
218	Stortplaatsen voor niet gevaarlijke afvalstoffen	1A
219	Inrichtingen voor de verbranding van niet gevaarlijke afvalstoffen, met inbegrip van de inzameling en de opslag, met een capaciteit groter dan 12 t/dag	1A
220	Inzamelinrichtingen van afvalstoffen, met inbegrip van de opslag van deze afvalstoffen met een capaciteit groter dan 100.000 t /jaar	1A

§ 2. La rubrique n° 214 de l'annexe de la même ordonnance est abrogée.

§ 3. Le point suivant est ajouté à la suite du tableau de l'annexe de l'ordonnance du 22 avril 1999 fixant la liste des installations de classe IA visée à l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement :

- (1) Dans le cadre de l'application de la rubrique 220, les points de collecte enterrés ou non de type bulles à verre, bulles à textiles, récipients d'huiles et graisses alimentaires, de déchets de piles et accumulateurs, de DEEE de très petites dimensions, etc,... destinés à accueillir les déchets des ménages ne sont pas visés.

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging van de ordonnantie van 22 april 1999 tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IA bedoeld in artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen*

Art. 39. § 1. De rubrieken nr. 213, 215, 216, 217, 218, 219 en 220 van de bijlage van de ordonnantie van 22 april 1999 tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IA bedoeld in artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen worden respectievelijk door volgende rubrieken vervangen :

§ 2. Het rubriek nr. 214 van de bijlage van dezelfde ordonnantie wordt opgeheven.

§ 3. Het volgende punt wordt toegevoegd aan het vervolg van de tabel van de bijlage van de ordonnantie van 22 april 1999 tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IA bedoeld in artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen :

- (1) Voor de toepassing van rubriek 220 zijn de al dan niet ingegraven inzamelinrichtingen van volgende types niet geviseerd: het type glasbollen, textielcontainers, recipiënten voor afgewerkte voedingsolie en vetten, voor afgedankte batterijen en accu's, voor heel klein AEEA, enz... die dienen om afvalstoffen van huishoudens te ontvangen.

CHAPITRE 6. — *Disposition abrogatoire*

Art. 40. Le point 9° de l'article 1.1., § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets est abrogé.

CHAPITRE 7. — *Entrée en vigueur*

Art. 41. § 1^{er}. Le nouvel article 19, § 4, 7°, de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets, inséré par l'article 11, c) de la présente ordonnance, entre en vigueur le 31 décembre 2023 et le nouvel article 19, § 4, 8°, de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets, inséré par l'article 11, c) de la présente ordonnance, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Le Gouvernement peut fixer des dates d'entrée en vigueur antérieures à celles mentionnées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. L'article 39 entre en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 mai 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—————
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2020-2021

A-337/1 Projet d'ordonnance

A-337/2 Rapport

A-337/3 Amendements après rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 2 avril 2021

HOOFDSTUK 6. — *Opheffingsbepaling*

Art. 40. Het punt 9° van het artikel 1.1., § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 7. — *Inwerkingtreding*

Art. 41. § 1. Het nieuwe artikel 19, § 4, 7°, van de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen, ingevoegd door het artikel 11, c) van de huidige ordonnantie, treedt in werking op 31 december 2023 en het nieuwe artikel 19, § 4, 8°, van de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen, ingevoegd door het artikel 11, c) van de huidige ordonnantie, treedt in werking op 1 januari 2025.

De Regering kan data van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de data vermeld in het eerste lid.

§ 2. Artikel 39 treedt in werking op een datum die vastgesteld wordt door de Regering

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 mei 2021.

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—————
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2020-2021

A-337/1 Ontwerp van ordonnantie

A-337/2 Verslag

A-337/3 Amendementen na verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 2 april 2021

Annexes

**Annexe I
au projet d'ordonnance de la
Région de Bruxelles-Capitale du
[...] modifiant l'ordonnance du 14
juin 2012 relative aux déchets**

Art. N2. Annexe 2 – Opérations de valorisation

R 1	Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie ⁽¹⁾
R 2	Récupération ou régénération des solvants
R 3	Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants (y compris les opérations de compostage et autres transformations biologiques) ⁽²⁾
R 4	Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques ⁽³⁾
R 5	Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques ⁽⁴⁾
R 6	Régénération des acides ou des bases
R 7	Récupération des produits servant à capter les polluants
R 8	Récupération des produits provenant des catalyseurs
R 9	Régénération ou autres réemplois des huiles
R 10	Épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie
R 11	Utilisation de déchets résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R 1 à R 10

- (1) Cette opération inclut les installations d'incinération dont l'activité principale consiste à traiter les déchets municipaux solides pour autant que leur rendement énergétique soit égal ou supérieur :
- à 0,60 pour les installations en fonctionnement et autorisées conformément à la législation de l'Union européenne applicable avant le 1^{er} janvier 2009,
 - à 0,65 pour les installations autorisées après le 31 décembre 2008, calculé selon la formule suivante :

$$\text{Rendement énergétique} = (E_p - (E_f + E_i)) / (0,97 \times (E_w + E_f)),$$

où :

- E_p représente la production annuelle d'énergie sous forme de chaleur ou d'électricité. Elle est calculée en multipliant par 2,6 l'énergie produite sous forme d'électricité et par 1,1 l'énergie produite sous forme de chaleur pour une exploitation commerciale (GJ/an) ;
 - E_f représente l'apport énergétique annuel du système en combustibles servant à la production de vapeur (GJ/an) ;
 - E_w représente la quantité annuelle d'énergie contenue dans les déchets traités, calculée sur la base du pouvoir calorifique inférieur des déchets (GJ/an) ;
 - E_i représente la quantité annuelle d'énergie importée, hors E_w et E_f (GJ/an) ;
 - 0,97 est un coefficient prenant en compte les déperditions d'énergie dues aux mâchefers d'incinération et au rayonnement.
- Cette formule est appliquée conformément au document de référence sur les meilleures techniques disponibles en matière d'incinération de déchets (BREF Incinération).
- (2) Ceci comprend la préparation en vue du réemploi, la gazéification et la pyrolyse utilisant les composants comme produits chimiques et la valorisation des matières organiques sous la forme du remblayage.
- (3) Ceci comprend la préparation en vue du réemploi.
- (4) Ceci comprend la préparation en vue du réemploi, le nettoyage des sols à des fins de valorisation, la valorisation des matières inorganiques sous la forme du remblayage, ainsi que le recyclage des matériaux de construction inorganiques.

Bijlagen

**Bijlage I
bij het ontwerp van ordonnantie van het
Brussels Hoofdstedelijk Gewest van [...] houdende wijziging van de ordonnantie van
14 juni 2012 betreffende afvalstoffen**

Art. N2. Bijlage 2 – Handelingen van nuttige toepassing

R 1	Hoofdgebruik als brandstof of als ander middel voor energieopwekking ⁽¹⁾
R 2	Terugwinning/regeneratie van oplosmiddelen
R 3	Recycling of terugwinning van organische stoffen die niet als oplosmiddel worden gebruikt (met inbegrip van compostering en andere biologische omzettingsprocessen) ⁽²⁾
R 4	Recycling of terugwinning van metalen en metaalverbindingen ⁽³⁾
R 5	Recycling of terugwinning van andere anorganische materialen ⁽⁴⁾
R 6	Regeneratie van zuren of basen
R 7	Terugwinning van bestanddelen die worden gebruikt om vervuiling tegen te gaan
R 8	Terugwinning van bestanddelen uit katalysatoren
R 9	Herraffinage van olie en ander hergebruik van olie
R 10	Uitrijden voor landbouwkundige of ecologische verbetering
R 11	Gebruik van afvalstoffen die bij een van de onder R 1 tot en met R 10 genoemde handelingen vrijkomen

- (1) Hieronder vallen ook verbrandingsinstallaties die specifiek bestemd zijn om vast gemeentelijk afval te verwerken, mits hun energie-efficiënte ten minste :
- 0,60 bedraagt in het geval van installaties die vóór 1 januari 2009 in bedrijf zijn en over een vergunning beschikken overeenkomstig het toepasselijke Gemeenschapsrecht;
 - 0,65 bedraagt in het geval van installaties waarvoor na 31 december 2008 een vergunning wordt afgegeven, zoals berekend met de volgende formule:
- $$\text{Energie-efficiëntie} = (E_p - (E_f + E_i)) / (0,97 \times (E_w + E_f)),$$
- waarin :
- E_p = de hoeveelheid energie die jaarlijks als warmte of elektriciteit wordt geproduceerd. Bij de berekening wordt energie in de vorm van elektriciteit vermenigvuldigd met een factor 2,6 en warmte die wordt geproduceerd voor commerciële toepassingen met een factor 1,1 (in GJ/jaar);
 - E_f = de jaarlijkse energie-input in het systeem afkomstig van brandstoffen die voor de productie van stoom worden gebruikt (in GJ/jaar);
 - E_w = de hoeveelheid energie die is besloten in de jaarlijks verwerkte hoeveelheid afvalstoffen, berekend aan de hand van de netto calorische waarde van de afvalstoffen (in GJ/jaar);
 - E_i = de hoeveelheid energie die jaarlijks wordt geïmporteerd, E_w en E_f niet meegerekend (in GJ/jaar);
 - 0,97 = correctiefactor om rekening te houden met energieverliezen via bodemas en straling.
- Deze formule wordt toegepast overeenkomstig het referentiedocument over de beste beschikbare technieken voor afvalverbranding.
- (2) Dit omvat de voorbereiding voor hergebruik, de vergassing en de pyrolyse waarbij de componenten worden gebruikt als chemicaliën en de nuttige toepassing van organische materialen in de vorm van opvulling.
- (3) Dit omvat de voorbereiding voor hergebruik.
- (4) Dit omvat de voorbereiding voor hergebruik, de bodemreiniging die resulteert in terugwinning van de bodem, de nuttige toepassing van anorganische materialen in de vorm van opvulling en het recycleren van anorganisch bouw materiaal.

R 12	Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R 1 à R 11 ⁽⁵⁾
R 13	Stockage de déchets préalablement à l'une des opérations numérotées R 1 à R 12 (à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production des déchets) ⁽⁶⁾

R 12	Uitwisseling van afvalstoffen voor een van de onder R 1 tot en met R 11 genoemde handelingen ⁽⁵⁾
R 13	Opslag van afvalstoffen bestemd voor een van de onder R 1 tot en met R 12 genoemde handelingen (met uitsluiting van tijdelijke opslag voorafgaand aan inzameling op de plaats van productie van de afvalstoffen) ⁽⁶⁾

(5) S'il n'existe aucun autre code R approprié, cette opération peut couvrir les opérations préalables à la valorisation, y compris le prétraitement, à savoir notamment le démantèlement, le triage, le concassage, le compactage, l'agglomération, le séchage, le broyage, le conditionnement, le reconditionnement, la séparation, le regroupement ou le mélange, avant l'exécution des opérations numérotées R 1 à R 11.

(6) Par « stockage temporaire », on entend le stockage préliminaire au sens de l'article 3, 15°.

(5) Indien er geen andere passende R-code voorhanden is, kan dit voorbereidende handelingen voorafgaand aan nuttige toepassing omvatten inclusief voorbehandeling, zoals demonteren, sorteren, verbrijzelen, verdichten, pelletiseren, drogen, versnipperen, conditioneren, herverspakken, scheiden of mengen voorafgaand aan een van de onder R 1 tot en met R 11 genoemde handelingen.

(6) Met « tijdelijke opslag » bedoelen we de voorlopige opslag in de zin van artikel 3, 15°.

Annexe II
au projet d'ordonnance de la
Région de Bruxelles-Capitale du
[...] modifiant l'ordonnance du
14 juin 2012 relative aux déchets

Art. N5 – Annexe 5 Exemples d'instruments
économiques et autres mesures pour
inciter à l'application de la hiérarchie
des déchets visée à l'article 6

1. Redevances et restrictions pour la mise en décharge et l'incinération des déchets qui encouragent la prévention des déchets et le recyclage, tout en maintenant la mise en décharge comme l'option de gestion des déchets la moins souhaitable ;
2. Systèmes de tarification en fonction du volume de déchets qui font payer les producteurs de déchets sur la base de la quantité réelle de déchets produits et offrent des incitations au tri à la source de déchets recyclables et à la réduction des déchets en mélange ;
3. Incitations fiscales en faveur des dons de produits, en particulier de denrées alimentaires ;
4. Régimes de responsabilité élargie des producteurs relatifs à différents types de déchets et mesures visant à accroître leur efficacité, leur rapport coût/efficacité et leur gestion ;
5. Systèmes de consigne et autres mesures visant à encourager la collecte efficace des produits et matériaux usagés ;
6. Planification solide des investissements dans les infrastructures de gestion des déchets, notamment par les fonds de l'Union ;
7. Marchés publics durables visant à encourager une meilleure gestion des déchets et l'utilisation de produits et de matériaux recyclés ;
8. Suppression progressive des subventions contraires à la hiérarchie des déchets ;
9. Recours à des mesures fiscales ou à d'autres moyens pour promouvoir l'utilisation de produits et de matériaux préparés en vue du réemploi ou recyclés ;
10. Soutien à la recherche et à l'innovation en matière de technologies de recyclage avancées et de refabrication ;
11. Utilisation des meilleures techniques disponibles en matière de traitement des déchets ;
12. Mesures d'incitation économiques pour les autorités locales et régionales, notamment pour promouvoir la prévention des déchets et intensifier les systèmes de collecte séparée, tout en évitant de soutenir la mise en décharge et l'incinération ;
13. Campagnes de sensibilisation de la population, en particulier sur la collecte séparée, la prévention des déchets et la réduction des déchets sauvages, et intégration de ces questions dans l'enseignement et la formation ;
14. Systèmes de coordination, y compris par des moyens numériques, entre toutes les autorités publiques compétentes intervenant dans la gestion des déchets ;
15. Promotion d'un dialogue et d'une coopération permanents entre toutes les parties prenantes dans la gestion des déchets, ainsi que d'accords volontaires et de rapports d'entreprises en matière de déchets.

Bijlage II
bij het ontwerp van ordonnantie van het
Brussels Hoofdstedelijk Gewest van [...]
houdende wijziging van de ordonnantie van
14 juni 2012 betreffende afvalstoffen

Art. N5 – Bijlage 5 Voorbeelden van economische
instrumenten en andere maatregelen om
prikkels te bieden voor de toepassing van de
afvalstoffenhiërarchie als bedoeld in artikel 6

1. Heffingen op en beperkingen voor het storten en verbranden van afval om afvalpreventie en -recycling te stimuleren, waarbij storten de minst goede optie voor afvalbeheer blijft ;
2. Gedifferentieerde afvaltarieven waarbij afvalproducenten aangeslagen worden op basis van de werkelijke geproduceerde hoeveelheid afval en prikkels worden geboden om scheiding aan de bron van recycleerbaar afval en vermindering van gemengd afval aan te moedigen ;
3. Fiscale prikkels voor schenkingen van producten, met name voedselschenkingen ;
4. Regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor verschillende soorten afval en maatregelen om de efficiëntie, de kostenefficiëntie en de governance van die regelingen te verbeteren ;
5. Statiegeldsystemen en andere maatregelen ter bevordering van efficiënte inzameling van gebruikte producten en materialen ;
6. Gedegen planning van investeringen in afvalbeheerinfrastructuur, onder meer via Uniefondsen ;
7. Duurzame overheidsopdrachten om aan te zetten tot beter afvalbeheer en tot het gebruik van gerecycleerde producten en materialen ;
8. Geleidelijke afschaffing van subsidies die niet in overeenstemming zijn met de afvalhiërarchie ;
9. Gebruikmaking van fiscale maatregelen en andere middelen om de verspreiding van voor hergebruik voorbereide of gerecycleerde producten en materialen te bevorderen ;
10. Ondersteuning van onderzoek en innovatie op het gebied van geavanceerde recyclingtechnologieën en hervervaardiging ;
11. Gebruik van beschikbare technieken voor afvalverwerking ;
12. Economische prikkels voor regionale en lokale autoriteiten, met name om afvalpreventie te promoten en regelingen voor gescheiden inzameling aan te scherpen, terwijl storten en verbranden worden vermeden ;
13. Voorlichtingscampagnes voor het publiek, met name over gescheiden inzameling, afvalbeheer en vermindering van zwerfvuil, en van deze vraagstukken een vast onderdeel maken van onderwijs en opleiding ;
14. Systemen voor het coördineren, ook met digitale middelen, van alle bevoegde overheden die bij het afvalbeheer betrokken zijn ;
15. Bevordering van een voortdurende dialoog tussen alle belanghebbenden op het gebied van afvalbeheer, en aanmoedigen van vrijwillige overeenkomsten en bedrijfsrapportage over afval.

Annexe III
au projet d'ordonnance de la
Région de Bruxelles-Capitale du
[...] modifiant l'ordonnance du
14 juin 2012 relative aux déchets

Art. N6 – Annexe 6 Règles applicables au calcul
visant à évaluer la réalisation des objectifs
fixés à l'article 22, paragraphes 2 et 3

§ 1^{er}. Aux fins du calcul visant à déterminer si les objectifs fixés à l'article 22, paragraphe 3 ont été atteints,

- a) le poids des déchets municipaux produits et préparés en vue du réemploi ou recyclés est calculé au cours d'une année civile donnée ;
- b) le poids des déchets municipaux préparés en vue du réemploi est calculé comme étant le poids des produits ou des composants de produits qui sont devenus des déchets municipaux et qui ont été soumis à toutes les opérations nécessaires de contrôle, de nettoyage ou de réparation nécessaires pour permettre leur réemploi sans autre tri ni prétraitement ;
- c) le poids des déchets municipaux recyclés est calculé comme étant le poids des déchets qui, après avoir été soumis à toutes les opérations nécessaires de contrôle, de tri et autres opérations préliminaires nécessaires pour retirer les déchets qui ne sont pas visés par les procédés de retraitement ultérieurs et assurer un recyclage de qualité élevée, entrent dans l'opération de recyclage au cours de laquelle les déchets sont effectivement retraités en produits, matières ou substances.

§ 2. Aux fins du paragraphe 1^{er}, point c), le poids des déchets municipaux recyclés est mesuré lorsque les déchets entrent dans l'opération de recyclage.

Par dérogation au premier alinéa, le poids des déchets municipaux peut être mesuré à la sortie de toute opération de tri, à condition que :

- a) ces déchets, après être sortis de l'opération de tri, soient ensuite recyclés ;
- b) le poids des matières ou des substances qui sont retirées par d'autres opérations précédant celle de recyclage et qui ne sont pas ensuite recyclées n'est pas compris dans le poids des déchets déclarés comme ayant été recyclés.

§ 3. Aux fins du calcul visant à déterminer si les objectifs fixés à l'article 22, paragraphe 3 ont été atteints, la quantité de déchets biodégradables municipaux entrant dans un traitement aérobique ou anaérobique peut être considérée comme recyclée lorsque ce traitement génère du compost, du digestat ou un autre résultat ayant une quantité similaire de contenu recyclé par rapport aux intrants, qui doit être utilisé comme produit, matière ou substance recyclés. Lorsque les résultats du traitement sont utilisés sur des terres, ils ne peuvent être considérés comme ayant été recyclés que si cette utilisation est bénéfique pour l'agriculture ou l'écologie.

À compter du 1^{er} janvier 2027, les biodéchets municipaux entrant dans un traitement aérobique ou anaérobique ne pourront plus être considérés comme recyclés que si, conformément à l'article 34, ils ont été collectés séparément ou triés à la source.

§ 4. Aux fins du calcul visant à déterminer si les objectifs énoncés à l'article 22, paragraphe 3 ont été atteints, la quantité de déchets ayant cessé d'être des déchets à l'issue d'une opération de préparation avant d'être retraités peut être considérée comme recyclée pour autant que ces déchets soient destinés à être ensuite retraités en produits, matières ou

Bijlage III
bij het ontwerp van ordonnantie van het
Brussels Hoofdstedelijk Gewest van [...]
houdende wijziging van de ordonnantie van
14 juni 2012 betreffende afvalstoffen

Art. N6 – Bijlage 6 Voorschriften inzake de berekening
van de mate waarin de doelstellingen vastgelegd bij
artikel 22, paragrafen 2 en 3, verwezenlijkt zijn

§ 1. Bij het berekenen of de in artikel 22, paragraaf 3, bedoelde doelstellingen zijn bereikt :

- a) wordt het gewicht van het geproduceerde en voor hergebruik voorbereide of gerecycleerde stedelijk afval in een bepaald kalenderjaar berekend ;
- b) wordt het gewicht van stedelijk afval dat wordt voorbereid voor hergebruik berekend als het gewicht van producten of componenten van producten die stedelijk afval zijn geworden en alle nodige controle-, schoonmaak- of reparatiehandelingen hebben ondergaan om zonder verdere sortering of voorbehandeling te kunnen worden hergebruikt ;
- c) wordt het gewicht van gerecycleerd stedelijk afval berekend als het gewicht van afval dat, na alle nodige controle-, sorteer- of andere voorbereidende behandelingen te hebben ondergaan om afvalstoffen te verwijderen waarop de herverwerking niet gericht is en om recycling van hoge kwaliteit te waarborgen, wordt ingebracht in de recyclinghandeling waarbij afvalmaterialen daadwerkelijk worden herverwerkt tot producten, materialen of stoffen.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1, punt c), wordt het gewicht van gerecycleerd stedelijk afval gemeten wanneer het afval in de recyclinghandeling wordt ingebracht.

In afwijking van het eerste lid mag het gewicht van gerecycleerd stedelijk afval worden gemeten aan de output van de sortering op voorwaarde dat :

- a) die output vervolgens wordt gerecycleerd ;
- b) het gewicht van materialen of stoffen die worden verwijderd bij verdere handelingen voorafgaand aan de recyclinghandeling en vervolgens niet worden gerecycleerd, niet wordt opgenomen in het gewicht van het afval dat wordt vermeld als gerecycleerd.

§ 3. Om te berekenen of de doelstellingen als vastgesteld in artikel 22, paragraaf 3, zijn behaald, mag de hoeveelheid biologisch afbreekbaar stedelijk afval die aerobe of anaerobe verwerking ondergaat als gerecycleerd worden meegeteld wanneer deze verwerking compost, digestaat of andere output oplevert waarvan de hoeveelheid gerecycleerde inhoud vergelijkbaar is met die van de input en bestemd is om te worden gebruikt als gerecycleerd product of materiaal of als gerecycleerde stof. Wanneer de output op het land wordt gebruikt, mag die alleen als gerecycleerd meetellen als dit gebruik voordeel voor de landbouw oplevert of het milieu verbetert.

Met ingang van 1 januari 2027 mag gemeentelijk bioafval dat aerobe of anaerobe verwerking ondergaat, alleen als gerecycleerd meetellen als het overeenkomstig artikel 34 gescheiden ingezameld of aan de bron gescheiden is.

§ 4. Om te berekenen of de doelstellingen als vastgesteld in artikel 22, paragraaf 3, zijn behaald, mag de hoeveelheid afvalmaterialen die niet langer afval zijn als gevolg van een voorbereidende handeling voorafgaand aan de herverwerking, als gerecycleerd worden meegeteld, mits die materialen bestemd zijn voor verdere herverwerking tot

substances, aux fins de la fonction initiale ou à d'autres fins. Toutefois, les déchets cessant d'être des déchets qui sont destinés à être utilisés comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie, ou à être incinérés, remblayés ou mis en décharge, ne sont pas pris en compte pour l'atteinte des objectifs de recyclage.

§ 5. Aux fins du calcul visant à déterminer si les objectifs fixés à l'article 22, paragraphe 3, ont été atteints, le recyclage des métaux séparés après l'incinération de déchets municipaux peut être pris en compte pour autant que les métaux recyclés répondent à certains critères de qualité énoncés dans l'acte d'exécution adopté par l'Union européenne.

§ 6. Les déchets expédiés dans un autre État membre à des fins de préparation en vue du réemploi, de recyclage ou de remblayage dans cet autre État membre ne peuvent être pris en compte pour la réalisation des objectifs fixés à l'article 22, paragraphe 2 et 3 que par l'État membre dans lequel ces déchets ont été collectés.

§ 7. Les déchets exportés au départ de l'Union pour être préparés en vue du réemploi ou recyclés ne sont pris en compte dans le calcul visant à évaluer l'atteinte des objectifs fixés à l'article 22, paragraphes 2 et 3 par l'État membre dans lequel ils ont été collectés que si les conditions du paragraphe 3 sont remplies et si, conformément au règlement (CE) n° 1013/2006, l'exportateur est en mesure de prouver que le transfert des déchets est conforme aux exigences dudit règlement et que le traitement des déchets en dehors de l'Union s'est déroulé dans des conditions qui sont pour l'essentiel équivalentes aux exigences applicables du droit de l'Union en matière d'environnement.

producten, materialen of stoffen die bestemd zijn om te worden gebruikt voor de oorspronkelijke of andere doeleinden. Eindeafvalmaterialen die als brandstof of andere middelen voor het opwekken van energie worden gebruikt of die verbrand, voor opvulling gebruikt of gestort worden, mogen echter niet worden niet meegeteld met het oog op het behalen van de recyclingdoelstellingen.

§ 5. Bij het berekenen of de in artikel 22, paragraaf 3, bedoelde doelstellingen zijn behaald, kunnen de lidstaten rekening houden met de recycling van materialen die zijn gescheiden na de verbranding van stedelijk afval, mits de gerecycleerde materialen voldoen aan bepaalde kwaliteitseisen die zijn vastgesteld in de door de Europese Unie vastgestelde uitvoeringshandeling.

§ 6. Afval dat naar een andere lidstaat wordt gezonden met het oog op voorbereiding voor hergebruik, recycling of opvulling in die andere lidstaat, mag alleen worden meegeteld met het oog op het verwezenlijken van de doelstellingen van artikel 22, paragrafen 2 en 3, door de lidstaat waar dat afval werd ingezameld.

§ 7. Afval dat voor voorbereiding voor hergebruik of voor recycling uit de Unie wordt uitgevoerd, wordt alleen meegeteld voor de mate waarin de lidstaat waarin het is verzameld de doelstellingen van artikel 22, paragrafen 2 en 3, van deze richtlijn verwezenlijkt, indien is voldaan aan de voorwaarden van paragraaf 3 en de exporteur, in overeenstemming met Verordening (EG) nr. 1013/2006, kan aantonen dat de overbrenging van afvalstoffen voldoet aan de vereisten van die verordening en dat de verwerking van afval buiten de Unie plaatsvond onder voorwaarden die in grote lijnen gelijkwaardig zijn aan de vereisten van het desbetreffende milieurecht van de Unie.